



Avaron Emerging Europe Fund

Fonds de placement contractuel public de type ouvert enregistré en République d'Estonie. Le Fonds satisfait aux dispositions énoncées dans la Directive 2009/65/CEE du Conseil du 13 juillet 2009

Prospectus

27 janvier 2016

Ce document ne constitue ni ne fait partie d'une distribution, offre ou recommandation d'achat ou de vente de titres à toute personne dans toute juridiction dans laquelle une telle distribution, offre ou recommandation serait contraire aux lois ou aux règlements locaux.

En particulier, les informations contenues dans le présent document ne sont pas destinées à la distribution ni ne constituent une offre d'achat ou de vente, ni la recommandation d'une quelconque offre d'achat ou de vente de titres aux États-Unis d'Amérique ou à des personnes des États-Unis, ou au bénéfice de ces personnes (au sens de la Regulation S de la Securities Act of 1933).

S'agissant des personnes au Royaume-Uni, les informations contenues dans le présent document sont uniquement destinées aux Professionnels de l'Investissement (*Investment Professionals*) au sens de l'Article 19 de la Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2005. Cette ordonnance ne saurait être invoquée par des personnes au Royaume-Uni n'étant pas des Professionnels de l'Investissement. Tout investissement ou toute activité d'investissement en relation avec ce document sont réservés, au Royaume-Uni, aux Professionnels de l'Investissement et ne peuvent être effectués qu'avec des Professionnels de l'Investissement.

Toute souscription au Fonds doit être effectuée sur la base du prospectus et des documents d'informations clés pour l'investisseur du Fonds, du Règlement y relatif ainsi que des derniers rapports annuels ou semestriels disponibles. Ces documents peuvent être obtenus auprès d'Avaron. Les résultats passés ne sauraient présager des résultats futurs. La valeur des investissements et de tout revenu du Fonds peut fluctuer à la hausse comme à la baisse, et il est possible que les investisseurs ne récupèrent pas le montant investi. Tout investissement dans le Fonds comporte des risques élevés, dont certains sont décrits dans le présent Prospectus. Les investisseurs doivent être conscients des risques importants associés aux investissements sur les marchés émergents tels ceux de l'Europe centrale et de l'Est.

Tout litige et toute controverse ou réclamation nés des informations contenues dans ce document ou en découlant seront réglés selon la législation estonienne devant un tribunal estonien exclusivement.

TABLE DES MATIÈRES

Informations générales	3
Informations générales sur le Fonds.....	3
Fondements, objectifs et politique d'investissement du Fonds.....	4
Fondements des activités du Fonds	4
Objectifs des activités du Fonds	4
Politique d'investissement du Fonds.....	4
Performance passée du Fonds.....	5
Risques.....	5
Avertissement général en matière de risques.....	5
Avertissement en matière de risques associés aux marchés émergents	5
Niveau de risque du Fonds	5
Profil de l'investisseur type	6
Aperçu des facteurs de risque majeurs en matière d'investissement	6
Risques associés aux instruments dérivés	7
Risques associés aux titres non négociés sur des marchés réglementés	7
Parts du Fonds.....	7
Parts	7
Droits associés aux Parts	7
Obligations associées aux Parts	8
Fiscalité.....	8
Valeur liquidative des Parts et transactions sur les Parts	8
Valeurs liquidatives du Fonds et des Parts	8
Frais et dépenses	9
Transactions sur les Parts	10
Prix d'émission et de rachat.....	10
Souscription de Parts.....	10
Rachat de Parts	10
Délai relatif à la soumission des ordres	11
Suspension et report des transactions.....	11
Échange de Parts	11
Informations concernant le Fonds	11
Publication des informations relatives au Fonds.....	11
Amendement au Règlement	12
Liquidation du Fonds	12
Société de Gestion, Dépositaire, Société d'audit.....	12
Société de Gestion	12
Dépositaire.....	13
Société d'audit	13
Annexe 1 – Règlement du Fonds	14
Informations destinées aux investisseurs en Suisse	25

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le présent prospectus (ci-après le « Prospectus ») se réfère aux parts du fonds Avaron Emerging Europe Fund (ci-après le « Fonds ») au titre de l'Investment Fund Act de la République d'Estonie (ci-après la « Loi sur les fonds de placement »). Le règlement du Fonds (ci-après le « Règlement ») fait partie intégrante de ce Prospectus et figure dans l'Annexe 1.

Le Fonds est un fonds de placement contractuel public de type ouvert enregistré en République d'Estonie. Le Fonds satisfait aux dispositions énoncées dans la Directive 2009/65/CEE du Conseil du 13 juillet 2009.

INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE FONDS

Société de gestion	AS Avaron Asset Management, siège social : Narva mnt 7D, Tallinn 10117, Estonie (ci-après la « Société de Gestion »)
Membres du Conseil de gestion de la Société de Gestion	Kristel Kivinurm-Priisalm, Valdur Jaht
Domicile du Fonds	Narva mnt 7D, Tallinn 10117, Estonie
Statut juridique	Fonds de placement contractuel public de type ouvert enregistré en République d'Estonie
Dépositaire	AS Swedbank, siège social : Liivalaia 8, 15040, Tallinn, Estonie, ci-après le « Dépositaire »
Calcul de la valeur liquidative et comptabilité du Fonds	AS Swedbank, siège social : Liivalaia 8, 15040, Tallinn, Estonie
Agent de transfert	AS Swedbank, siège social : Liivalaia 8, 15040, Tallinn, Estonie (ci-après l'« Agent de Transfert »)
Agent enregistreur	Le Registre des Parts est tenu par AS Swedbank, siège social : Liivalaia 8, 15040, Tallinn, Estonie (ci-après l'« Agent Enregistreur »)
Société d'audit	AS Deloitte Audit Eesti, siège social : Roosikrantsi 2, Tallinn 10119, Estonie
Autorité de surveillance financière	Estonian Financial Supervision Authority, siège social : Liivalaia 4, 15030, Tallinn, Estonie (ci-après la « Financial Supervision Authority »)
Lancement du Fonds	23 avril 2007
Enregistrement du Règlement	Enregistré le 11 août 2010, le Règlement est entré en vigueur le 20 septembre 2010.
Parts du Fonds	Une part du Fonds (ci-après une « Part ») représente la participation d'un porteur de parts aux actifs du Fonds. Une Part constitue un titre immatriculé électroniquement. Le Fonds compte sept classes de Parts. Les Parts peuvent être souscrites ou rachetées chaque jour ouvré.
Dates de lancement des classes de Parts et détermination de la valeur liquidative (VL) de base pour le calcul de la commission de performance	Parts A : 23 avril 2007 ; Parts B : 23 avril 2007 ; Parts C : 8 septembre 2009, Parts D : 27 septembre 2010 ; Parts E : 25 octobre 2010, Parts Quorum (I) : 2 septembre 2010, Parts Quorum (R) : 20 septembre 2010. Ces dates correspondent également à la date initiale de l'historique de la VL pour chaque catégorie de Parts aux fins du calcul de la commission de performance. Étant donné que les dates de lancement sont chacune différentes, il est possible que, pour une période particulière, la commission de performance soit payée pour une classe de Parts et non pour une autre.
Prix des Parts	La Société de Gestion calcule la valeur liquidative du Fonds ainsi que la valeur liquidative et les prix de souscription et de rachat d'une Part au minimum une fois pour chaque jour ouvré le jour ouvré suivant au plus tard à 16h30 et communique ces informations sur son site internet (www.avaron.com).
Publication des informations	Les documents et informations importants relatifs au Fonds sont disponibles sur le site internet de la Société de Gestion (www.avaron.com) et auprès de son siège social.
Période fiscale	1 ^{er} janvier-31 décembre
Distribution des revenus	Les revenus du Fonds ne seront pas distribués aux porteurs de parts mais réinvestis. Les changements de la valeur liquidative du Fonds reflèteront les gains ou pertes des porteurs de part.

FONDEMENTS, OBJECTIFS ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT DU FONDS

FONDEMENTS DES ACTIVITÉS DU FONDS

Le Fonds est un regroupement de capitaux levés grâce à l'émission publique de Parts et d'actifs obtenus en investissant ces capitaux, lesquels appartiennent conjointement aux porteurs de parts du Fonds (ci-après les « Porteurs de Parts ») et sont gérés par la Société de Gestion. Les fondements sur lesquels les activités du Fonds reposent ainsi que les relations entre les Porteurs de parts et la Société de Gestion sont énoncés dans la législation de la République d'Estonie et dans le Règlement.

OBJECTIFS DES ACTIVITÉS DU FONDS

Les activités du Fonds ont pour objectif l'appréciation à long terme du capital au moyen d'investissements principalement via des actions cotées émises par des sociétés d'Europe émergente. La description des risques relatifs à l'investissement dans le Fonds est disponible dans la section « Risques » du présent Prospectus.

POLITIQUE D'INVESTISSEMENT DU FONDS

Univers d'investissement et instruments autorisés

La Société de Gestion investira au minimum 60% des actifs du Fonds dans des actions cotées émises par des sociétés d'Europe émergente. L'univers d'investissement comprend les pays suivants : Hongrie, Pologne, République tchèque, Estonie, Lettonie, Lituanie, Slovaquie, Slovénie, Croatie, Roumanie, Bulgarie, Macédoine, Albanie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Monténégro, Turquie, Moldavie et Ukraine. On entend par « société d'Europe émergente » une société dont le siège social se trouve dans un pays d'Europe émergente ou dont les activités principales s'effectuent dans un ou des pays d'Europe émergente.

Les actions pourront également prendre la forme de parts, de droits négociables similaires, de certificats de dépôt négociables, d'instruments financiers dont le rendement est lié à une action, de droits de souscription ainsi que d'autres droits autorisant l'acquisition d'actions. Outre des actions, jusqu'à 40% des actifs du Fonds pourront être investis dans d'autres titres, instruments dérivés ou dépôts d'établissements de crédit.

Il n'existe aucune restriction quant au type d'émetteurs lors de l'investissement des actifs du Fonds. La Société de Gestion n'adopte aucune approche sectorielle lorsqu'elle place les actifs du Fonds. La répartition précise des actifs du Fonds selon les différentes classes d'actifs, types d'émetteurs, univers d'investissement et secteurs sera déterminée au cours des activités quotidiennes du Fonds.

Transactions sur instruments dérivés

Les actifs du Fonds pourront être investis dans des instruments dérivés à des fins de couverture de risque et pour atteindre les objectifs du Fonds. L'exposition totale du Fonds à des

instruments dérivés ne pourra pas dépasser la valeur liquidative totale du Fonds. Selon la Société de Gestion, l'investissement dans des instruments dérivés n'augmentera pas de manière substantielle le niveau de risque du Fonds, en raison de l'utilisation principale de ces instruments à des fins de couverture de risque. Des informations détaillées sur les actifs sous-jacents autorisés pour les dérivés figurent dans le Règlement.

Autres transactions autorisées

La Société de Gestion peut, pour le compte du Fonds, garantir des émissions de titres, emprunter, conclure des contrats de mise ou prise en pension et effectuer d'autres transactions d'emprunt ou de prêt de titres. Le Fonds pourra emprunter et contracter ces engagements jusqu'à 10% des actifs du Fonds. L'échéance des prêts et autres engagements contractés pour le compte du Fonds ne pourra pas dépasser trois mois. Il n'est pas autorisé d'octroyer des prêts pour le compte du Fonds.

Diversification des investissements

La valeur des titres émis par un établissement n'excédera pas 10% de la valeur de marché des actifs du Fonds. Si la valeur des titres émis par un établissement excède 5% de la valeur de marché des actifs du Fonds, la valeur totale de ces titres ne pourra pas excéder 40% de la valeur de marché des actifs du Fonds. La valeur totale des titres émis par un établissement appartenant à un même groupe ne pourra pas excéder 20% de la valeur de marché des actifs du Fonds.

Davantage d'informations sur les principes de la politique d'investissement du Fonds et sur les règles de répartition des risques figurent dans le Règlement.

Bref aperçu des techniques d'investissement et de gestion des risques

La Société de Gestion du Fonds applique une stratégie d'investissement orientée sur la valeur et privilégiant la sélection des titres, sur la base d'un examen des sociétés et d'analyses sectorielles et macroéconomiques. L'analyse des sociétés comporte une sélection quantitative, une analyse qualitative et des travaux d'évaluation. La première étape, la phase quantitative, consiste à analyser le niveau de liquidités de la société et ses états financiers de base. Si la société est conforme à nos critères, nous rencontrons les membres de la direction pour l'étape suivante, l'analyse qualitative. Durant cet entretien, nous étudions notamment le modèle d'affaires de la société, sa stratégie, ses perspectives de croissance, son niveau de transparence, sa politique en matière de dividendes ainsi que sa conformité aux Principes pour l'investissement responsable de l'ONU. Si la société est retenue à l'issue de cette étape, la Société de Gestion du Fonds élabore un modèle financier lui correspondant et détermine son prix-cible. Les sociétés présentant un fort potentiel de hausse par rapport au prix-cible (ajusté au niveau des liquidités, à la transparence, à la cyclicité du modèle d'affaires et à d'autres paramètres de risques) font l'objet d'un investissement.

L'analyse des liquidités du portefeuille ainsi que la diversification selon les secteurs, les pays, les devises et les

instruments constituent le principal outil de gestion des risques. Par ailleurs, la Société de Gestion peut avoir recours aux instruments dérivés à des fins de couverture ou prendre une exposition directionnelle aux devises. Elle suit activement les résultats financiers des sociétés et effectue des modifications pertinentes du portefeuille du Fonds en fonction du potentiel de hausse des sociétés par rapport aux prix-cibles ainsi que sur son opinion sur les tendances macroéconomiques.

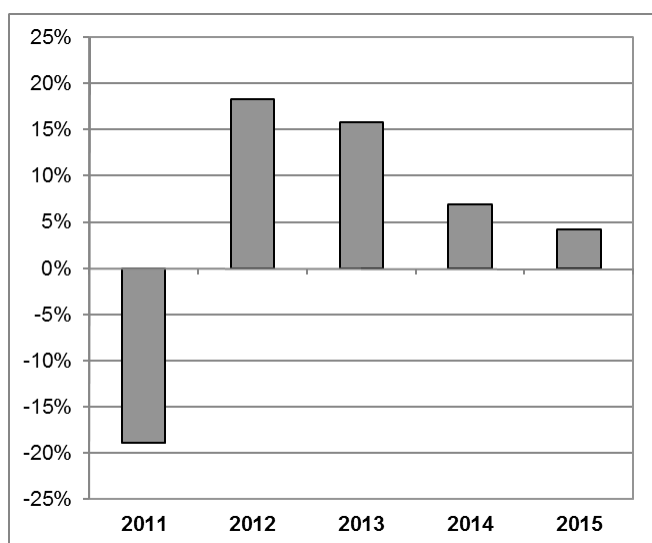
La Société de Gestion favorise l'appréciation du capital à long terme de la valeur des Parts du Fonds. Tous les investissements du Fonds ne sont toutefois pas effectués sur cet horizon. L'univers d'investissement du Fonds comprend des économies émergentes et dynamiques dotées de marchés actions extrêmement volatils. Dans le cas où le cours de l'action d'une société dépasse son prix-cible, la Société de Gestion liquidera sa position, quel que soit l'horizon d'investissement visé.

La Société de Gestion a établi des procédures pour la gestion des risques internes en vue d'identifier, de surveiller, de mesurer et de couvrir les risques associés aux investissements du Fonds. Elle vérifie en outre régulièrement que le Fonds respecte ses restrictions d'investissement.

Si le portefeuille du Fonds est en violation des restrictions ou des principes de diversification en raison de la fluctuation des cours des actions ou d'autres circonstances, la Société de Gestion est habilitée à prendre des mesures immédiates afin de remédier au manquement.

PERFORMANCE PASSÉE DU FONDS

Avaron Emerging Europe Fund, Part D



NB : la performance passée ne saurait garantir ou présager la performance future.

RISQUES

AVERTISSEMENT GÉNÉRAL EN MATIÈRE DE RISQUES

Investir dans le Fonds implique plusieurs risques pouvant affecter le rendement des investissements. Les activités du Fonds peuvent être rentables ou non. Il n'existe aucune garantie que les Porteurs de Parts récupéreront les montants investis dans le Fonds ou que ces derniers s'apprécieront. Au cas où les risques se matérialiseraient, il est possible que l'investisseur perde une part importante de son investissement dans le Fonds. La performance passée du Fonds ne saurait garantir ou présager les résultats futurs. En raison de la politique d'investissement du Fonds, la valeur liquidative d'une Part peut être fortement volatile.

AVERTISSEMENT EN MATIÈRE DE RISQUES ASSOCIÉS AUX MARCHÉS ÉMERGENTS

Les actifs du Fonds sont intégralement investis dans des instruments financiers de pays d'Europe émergente. L'infrastructure législative, politique et économique des pays émergents n'est pas à un stade de développement très avancé. Ces pays sont donc plus susceptibles de connaître des phases d'instabilité sociale, économique ou politique. Investir en Europe émergente implique de ce fait des risques plus importants que sur des marchés développés. Les investisseurs du Fonds doivent accepter le fait que les développements positifs et la réussite des réformes entreprises par certains pays ne se reproduisent pas nécessairement dans d'autres pays. La capitalisation des marchés d'Europe émergente est en outre relativement limitée, ces marchés étant souvent volatils et peu liquides. Les taux de change des devises des pays de l'univers d'investissement peuvent varier fortement par rapport à la devise de référence du Fonds, et cela peut avoir un impact conséquent sur la valeur liquidative des parts. La Société de Gestion ne couvre généralement pas les risques de change. Les pays peuvent imposer des restrictions sur les flux de capitaux et les exportations de devises. Ceci est susceptible d'engendrer des difficultés pour le Fonds à procéder à des ventes et peut entraver la possibilité pour le Fonds d'accepter des rachats de Parts de manière régulière. La surveillance financière par les autorités peut ne pas être efficace dans les pays de l'univers d'investissement. Il est possible que les standards de comptabilité, d'audit et de reporting couramment acceptés dans les pays d'Europe émergente ne soient pas l'équivalent des standards communément acceptés dans les pays développés. Il se peut que les systèmes de règlement et d'enregistrement des titres ainsi que les réglementations et les autorités de surveillance des systèmes de règlement, des agents enregistreurs et des dépositaires ne soient pas aux standards des marchés développés.

NIVEAU DE RISQUE DU FONDS

Les actifs du Fonds seront intégralement investis dans des instruments financiers de pays émergents. La plupart des actifs du Fonds sont composés d'actions. Le Fonds est par conséquent considéré comme un produit d'investissement à haut risque.

PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE

Le Fonds convient aux investisseurs dotés d'une tolérance au risque élevée recherchant l'appréciation à long terme du capital via des investissements sur les marchés actions de l'Europe émergente. Les investisseurs doivent accepter le fait qu'il n'existe aucune garantie que les capitaux investis dans le Fonds seront préservés ni qu'ils s'apprécieront. L'horizon d'investissement recommandé s'étend de cinq à dix ans, et les investisseurs devraient être à même de tolérer une volatilité importante de la valeur liquidative des Parts durant cette période. Les investisseurs devraient disposer d'une expérience préalable en matière d'investissement dans ces produits ou de connaissances relatives au fonctionnement des marchés financiers. Puisqu'il investit dans des actions régionales sur les marchés émergents, le Fonds convient comme élément d'un portefeuille diversifié. Les investisseurs devraient bénéficier d'une situation financière suffisamment solide pour supporter la volatilité importante de la valeur des investissements. Il est demandé à chaque investisseur d'évaluer, de manière indépendante, les risques associés à un investissement dans le Fonds et les conséquences possibles en découlant, grâce à son expérience et à ses connaissances dans le domaine, à sa situation économique et financière ainsi qu'à la durée et aux objectifs d'investissement. La Société de Gestion recommande aux investisseurs potentiels de consulter un professionnel de l'investissement avant de prendre la décision d'investir.

APERÇU DES FACTEURS DE RISQUE MAJEURS EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT

Investir dans le Fonds comporte divers risques, qui peuvent avoir un impact négatif sur les résultats de l'investissement. Les risques pouvant influencer sur le rendement de l'investissement dans le Fonds sont énumérés ci-dessous. Les risques d'investissement seront assumés par l'investisseur. Avant d'investir sur les marchés de l'Europe émergente, l'investisseur doit considérer le fait qu'il est plus probable que les facteurs de risques énumérés ci-dessous se matérialisent sur ces marchés que lors d'un investissement sur les marchés développés.

En tenant compte des objectifs et de la politique d'investissement du Fonds, les risques les plus significatifs et qui sont les plus susceptibles d'avoir un impact sur la valorisation des actifs du Fonds comprennent les risques de marché, les risques associés au prix d'émission, les risques de liquidité, les risques de change, les risques politiques et les risques de concentration au sein d'une même classe d'actif ou d'un même marché. Outre ces risques, d'autres types de risque sont associés à un placement dans le Fonds :

Risque de marché – risque d'essuyer des pertes en raison des fluctuations défavorables des prix sur un marché en valeurs mobilières spécifique ou sur un marché d'autres actifs. Les fluctuations défavorables des prix peuvent survenir en raison des mauvaises données macroéconomiques relatives à un pays, des résultats médiocres d'un secteur, de l'instabilité d'un marché en valeurs mobilières, du comportement et de la psychologie des investisseurs, etc.

Risque associé au prix d'émission – le risque de prix dépend fortement du risque de marché mais peut affecter un titre ou un investissement spécifique. Il s'agit du risque d'essuyer des pertes en raison des fluctuations défavorables des prix d'un titre ou d'un investissement. Le prix des titres d'un émetteur dépend des évolutions des résultats financiers de l'émetteur, des changements de l'environnement concurrentiel, des estimations et commentaires des analystes, etc.

Risque de change – risque que la valeur d'un investissement libellé dans une devise étrangère varie défavorablement en raison de la fluctuation des taux de change.

Risque politique – risque que des tendances ou des événements (politiques) défavorables (p. ex. des changements sur le plan de l'économie politique ou juridique, des nationalisations, des émeutes, des guerres) surviennent dans un pays où les actifs du Fonds ont été investis et qui affectent la stabilité politique et économique du pays ou son développement futur, entraînant la perte des investissements du Fonds dans ce pays ou en diminuant la valeur de tels investissements.

Risque de crédit – risque que l'émetteur des titres dans lesquels le Fonds a investi ou la contrepartie d'une transaction conclue pour le compte du Fonds manque, intégralement ou partiellement, à ses obligations (p. ex. lorsqu'un émetteur ne rembourse pas les titres de créance émis, une contrepartie ne fournit pas les titres ou les liquidités convenus ou en cas de défaillance d'un prêt d'une contrepartie garanti par le Fonds), occasionnant des dommages aux Fonds.

Risque de garde – risque que le Fonds essuie des pertes dues à des actions ou au manque d'actions, ou encore à la faillite du Dépositaire, des sous-dépositaires ou des dépositaires locaux. De telles pertes peuvent inclure des pertes dues à la faillite d'une personne détenant des titres, d'une personne perdant des titres ou son incapacité à satisfaire aux ordres.

Risque de liquidité – risque qu'un instrument financier ne puisse pas être vendu en raison de faibles liquidités au moment voulu ou à un prix raisonnable, ou parce qu'il est impossible de vendre l'actif. Le risque de liquidité concerne en particulier les investissements dans des sociétés à petites capitalisations et dans des instruments qui ne sont pas négociés sur un marché en valeurs mobilières réglementé.

Risque de taux d'intérêt – le risque que les taux d'intérêt, les courbes de rendement ou la volatilité des taux d'intérêt évoluent défavorablement pour le Fonds.

Risques de concentration au sein d'une même classe d'actifs ou d'un même marché – risque qu'un événement ou une circonstance particuliers aient des répercussions profondes sur le rendement du Fonds en raison de la concentration des investissements du Fonds sur un marché ou un petit nombre de marchés, dans une classe d'actifs particulière ou auprès d'un petit nombre d'émetteurs.

Risque juridique – le risque que le Fonds essuie des pertes ou que des pénalités soient imposées au Fonds en raison du fait

que la Société de Gestion ne dispose pas de connaissances suffisantes relatives à la législation et aux obligations prévues par la loi appliquées dans les pays où le Fonds détient des investissements. Par ailleurs, des amendements à la législation après la création des investissements pourraient entraîner des restrictions sur les activités du Fonds ou engendrer des obligations pour le Fonds.

Risque systémique – le risque que la non-performance des dépositaires de titres, des bourses, des marchés, des chambres de compensation ou d'autres contreparties puissent causer des pertes pour le Fonds en raison de transactions inabouties, de règlements différés, d'erreurs dans l'enregistrement des transactions, etc.

Risque fiscal – le Fonds peut être assujéti à un impôt sur ses profits ainsi qu'à des retenues fiscales sur les revenus en République d'Estonie ou dans tout autre pays où ses actifs ont été investis.

Risque associé à l'évaluation des actifs du Fonds – les actifs du Fonds peuvent être investis dans des titres dotés d'une faible liquidité et dans des titres n'étant pas négociés sur des marchés réglementés. Dans ce cas, il est possible qu'aucune valeur de marché fiable ne soit disponible. La détermination de la juste valeur de ces actifs pourra se révéler complexe et dépendra des évaluations de la Société de Gestion. Le prix de ces instruments financiers utilisé pour le calcul de la valeur liquidative peut différer de manière substantielle du prix de transaction de marché obtenu ultérieurement, pouvant entraîner un ajustement à la baisse important du prix des instruments financiers ainsi qu'une modification substantielle de la valeur liquidative des Parts.

Risque associé à l'Agent Enregistreur – risque d'essuyer des pertes en raison d'actions ou du manque d'actions de l'Agent Enregistreur des Parts (p. ex. en raison de transactions inabouties découlant d'une erreur technique, d'un règlement différé, d'une transaction erronée, de la communication non autorisée d'une information confidentielle, etc.).

Outre les risques d'investissement habituels, les investisseurs doivent être conscients du fait que des changements peuvent survenir à la direction du Fonds. De tels changements pourraient avoir d'importantes conséquences sur un placement dans le Fonds. Le remboursement des Parts pourrait par exemple être suspendu sur la base des termes et conditions énoncés dans le Règlement et dans la législation. Le Fonds pourrait également être réorganisé, fusionné avec un autre fonds d'investissement ou liquidé. De même, les frais et dépenses à la charge du Fonds ou du Porteur de parts pourraient être modifiés, le Règlement pourrait être amendé de manière substantielle, etc. Il est possible que certains des événements susmentionnés surviennent sans préavis aux Porteurs de Parts.

RISQUES ASSOCIÉS AUX INSTRUMENTS DÉRIVÉS

Les actifs du Fonds peuvent être investis dans des instruments dérivés à des fins de couverture de risques et pour atteindre les objectifs du Fonds. La valeur de marché d'un instrument

dérivé dépend du prix ou de la valeur d'un autre actif sous-jacent (p. ex. une part, un indice boursier, un taux de change). L'utilisation des instruments dérivés implique le recours à un effet de levier, technique par laquelle une moindre modification du prix d'un actif sous-jacent peut entraîner une modification importante du prix de l'instrument dérivé. Par conséquent, un investissement dans des instruments dérivés peut engendrer des profits ou des pertes relativement plus conséquents (risque plus élevé) qu'un investissement similaire dans les actifs sous-jacents. Dans le cas de certains instruments dérivés, la perte potentielle est plus importante que l'investissement initial effectué. Étant donné que la valeur de l'instrument dérivé dépend du prix de l'actif sous-jacent, l'instrument dérivé est exposé aux mêmes risques que le sous-jacent. En outre, le risque de contrepartie, le risque de taux d'intérêt ainsi que les fluctuations de la volatilité de l'actif sous-jacent affectent la valeur du dérivé. Enfin, des modèles d'évaluation complexes sont souvent utilisés afin de déterminer la valeur du dérivé. Par conséquent, investir dans les dérivés peut également impliquer un risque d'évaluation.

RISQUES ASSOCIÉS AUX TITRES NON NÉGOCIÉS SUR DES MARCHÉS RÉGLEMENTÉS

Il se peut qu'une partie des actifs du Fonds soit investie dans des titres n'étant pas négociés sur des marchés réglementés. Outre les risques d'investissement standard, de tels investissements comportent des risques de liquidité et des risques d'évaluation plus importants.

PARTS DU FONDS

PARTS

Une Part représente la participation d'un Porteur de Parts aux actifs du Fonds. Elle constitue un titre immatriculé électroniquement. Le Fonds compte sept classes de Parts :

- Avaron Emerging Europe Fund A, valeur nominale EUR 6,39, lancement le 23 avril 2007 (ci-après la « Part A »)
- Avaron Emerging Europe Fund B, valeur nominale EUR 6,39, lancement le 23 avril 2007 (ci-après la « Part B »)
- Avaron Emerging Europe Fund C, valeur nominale EUR 10, lancement le 8 septembre 2009 (ci-après la « Part C »)
- Avaron Emerging Europe Fund D, valeur nominale EUR 10, lancement le 27 septembre 2010 (ci-après la « Part D »)
- Avaron Emerging Europe Fund E, valeur nominale EUR 10, lancement le 25 octobre 2010 (ci-après la « Part E »)
- Quorum Emerging Europe I, valeur nominale EUR 10, lancement le 20 septembre 2010 (ci-après la « Part Quorum I »)
- Quorum Emerging Europe R, valeur nominale EUR 10, lancement le 20 septembre 2010 (ci-après la « Part Quorum R »)

DROITS ASSOCIÉS AUX PARTS

Les droits de propriété d'une Part ainsi que les droits et obligations d'un Porteur de Parts et de la Société de Gestion

associés à une Part entrent en vigueur lorsque la Part est portée au Registre des Parts.

Une Part n'octroie pas le droit au Porteur de Parts de prendre des décisions relatives aux transactions effectuées pour le compte du Fonds. Les Porteurs de Parts ne convoquent pas les assemblées générales. Aucun Porteur de Parts du Fonds n'est habilité à demander la dissolution du Fonds. Un Porteur de Parts détient les droits suivants : demander à la Société de Gestion de lui racheter ses Parts conformément aux dispositions prévues dans le Règlement et la législation ; céder à des tiers les Parts détenues ; recevoir, conformément au Règlement, une part des actifs restant après la liquidation du Fonds et de tout dividende payé par le Fonds, proportionnellement au nombre de Parts et à la classe des Parts détenues ; consulter, au siège social de la Société de Gestion, le Règlement, les derniers rapports annuel et semestriel du Fonds, le Prospectus, les documents d'informations clés pour l'investisseur et tout autre document ou toute autre information concernant les activités du Fonds, tel que prévu par la législation ; demander la délivrance d'un document certifiant la propriété des Parts détenues ; réaliser d'autres actes prescrits par la législation ou par le Règlement.

OBLIGATIONS ASSOCIÉES AUX PARTS

Un Porteur de Parts doit exercer les droits associés à une Part en bonne foi et conformément à la législation et au Règlement. L'exercice des droits d'un Porteur de Parts vise à ne pas causer de dommages aux autres porteurs de parts, à la Société de Gestion, au Dépositaire ou à un tiers. Un Porteur de Parts ne répond pas personnellement des obligations du Fonds contractés par la Société de Gestion pour le compte du Fonds ou des obligations dont la Société de Gestion est habilitée à demander l'exécution, conformément au Règlement. La responsabilité des Porteurs de Parts à l'égard de l'accomplissement de ces obligations est limitée à la participation du Porteur de Parts aux actifs du Fonds. La Société de Gestion n'assumera pas d'obligations pour le compte des Porteurs de Parts. Dans le cadre d'une réclamation contre un Porteur de Parts, la réclamation de paiement peut être effectuée à l'égard des Parts du Porteur de Parts mais non à l'égard des actifs du Fonds.

FISCALITÉ

Selon la législation estonienne, le Fonds n'a pas de personnalité juridique et ne paie donc pas d'impôts en Estonie. Toutefois, selon le système fiscal des pays dans lesquels les actifs du Fonds sont investis, ce dernier peut être assujéti à l'impôt dans ces pays.

Si le Porteur de Parts a une personnalité juridique, les gains découlant des Parts peut être imposable. La Société de Gestion

ne pratique aucune retenue d'impôts pour les gains découlant des Parts. La déclaration de tels gains pour une période fiscale constitue une obligation pour le Porteur de Parts. Le régime fiscal applicable à un investisseur peut dépendre de son lieu de résidence d'un point de vue fiscal, du cadre juridique et d'autres circonstances. Il est recommandé aux investisseurs de consulter un conseiller fiscal professionnel.

VALEUR LIQUIDATIVE DES PARTS ET TRANSACTIONS SUR LES PARTS

VALEURS LIQUIDATIVES DU FONDS ET DES PARTS

Les valeurs liquidatives du Fonds et des Parts sont déterminées par les revenus ou les pertes découlant des activités du Fonds. Les revenus du Fonds ne seront pas distribués aux Porteurs de Parts mais réinvestis. Les changements de la valeur liquidative du Fonds reflèteront les gains ou pertes des Porteurs de Parts.

La Société de Gestion calculera la valeur liquidative du Fonds et des Parts sur la base des dispositions prévues par les règles internes et par la législation. Afin de déterminer la valeur liquidative du Fonds, la valeur des actifs du Fonds sera calculée après déduction des engagements du Fonds. La valeur des actifs du Fonds se réfère principalement à celle régnant sur le marché. Dans le cas où la valeur de marché ne peut être identifiée, la valeur des actifs du Fonds sera établie sur la base d'une autre méthode déterminant la juste valeur, tel que défini dans les règles internes. La valeur liquidative totale d'une classe de Parts est calculée en déduisant de la part de la valeur des actifs du Fonds attribuable à cette classe la part des engagements du Fonds attribuable à cette classe. La valeur liquidative d'une Part est calculée en divisant la valeur liquidative totale d'une classe de Parts par le nombre de Parts de cette classe émises et non rachetées (ajusté par le nombre de Parts issues des ordres de souscription et de rachat non réglés qui ont été reçus par la Société de Gestion). La valeur liquidative ainsi que les prix de souscription et de rachat d'une Part seront publiés dans la devise de la classe de Parts concernée.

La Société de Gestion calculera et publiera la valeur liquidative du Fonds ainsi que la valeur liquidative et les prix de souscription et de rachat d'une Part au minimum une fois pour chaque jour ouvré le jour ouvré suivant au plus tard à 16h30. Ces informations seront publiées sur le site internet de la Société de Gestion (www.avaron.com). La valeur liquidative d'une Part ainsi que les prix d'émission et de rachat seront arrondis à quatre décimales.

FRAIS ET DÉPENSES

	Part A	Part B	Part C	Part D	Part E	Part Quorum I	Part Quorum R
Dépenses réglées par le Porteur de Parts							
Frais de souscription	2,0%	Aucun	Aucun	2,0%	Aucun	2,0%	5,0%
Frais de rachat	1,5%*	Aucun*	Aucun*	Aucun*	Aucun*	1,0%*	1,0%*
Frais et dépenses à la charge du Fonds							
Frais de gestion	1,75%	1,25%	1,25%	2,0%	0,85%	2,0%	2,5%
Commission de performance	15% du rendement excédant 5% p.a.	15% du rendement excédant 8% p.a.	10% du rendement excédant le taux Euribor à 12 mois	Aucun	15% du rendement par rapport à l'indice de référence	15% du rendement excédant 8% p.a.	10% du rendement excédant le taux Euribor à 12 mois
Commission du Dépositaire	0,15%-0,276%						
Autres dépenses	Selon la liste des prix du fournisseur de services						

*Si l'ordre de rachat excède 10% de la valeur de marché des actifs du Fonds le jour de soumission de l'ordre, la part de l'ordre excédant la limite de 10% sera soumise à une pénalité équivalant à 2% de la valeur liquidative de la Part concernée (ci-après les « Frais de pénalités »). Les Frais de pénalité seront payés au Fonds. Ils seront ajoutés aux frais de rachat.

Commission de performance des Parts A, B, C, D, Quorum R et Quorum I

La Société de Gestion est autorisée à percevoir une commission de performance si la valeur liquidative d'une Part excède son pic historique auquel le rendement minimal requis a été ajouté (le rendement minimal requis est spécifique à chaque classe de Parts). La commission de performance s'élève à 15% ou 10% (selon la classe des Parts ; cf. tableau ci-dessus) de l'augmentation de la valeur liquidative de la Part au-delà de son pic historique auquel le rendement minimal requis a été ajouté. La date initiale servant à calculer la commission de performance et à déterminer l'historique de la valeur liquidative correspondra à la date de lancement d'une classe de Parts spécifique (23 avril 2007 pour les Parts A et B ; 8 septembre 2009 pour les Parts C ; 27 septembre 2010 pour les Parts D ; 20 septembre 2010 pour les Parts Quorum I ; 20 septembre 2010 pour les Parts Quorum R). Étant donné que les dates de lancement sont chacune différentes, il est possible que, pour une période particulière, la commission de performance soit payée pour une classe de Parts et non pour une autre. La commission de performance est déterminée quotidiennement. Toute commission de performance échue sera payée mensuellement. Veuillez vous référer au Règlement pour de plus amples informations sur le mode de calcul de la commission de performance.

Commission de performance de la Part E

La Société de Gestion est autorisée à percevoir une commission de performance si la valeur liquidative de la Part E excède la dernière Valeur Liquidative Fixe à laquelle le rendement de l'indice de référence a été ajouté. La commission de performance s'élève à 15% de l'augmentation de la valeur liquidative de la Part E au-delà de la dernière

Valeur Liquidative Fixe à laquelle le rendement de l'indice de référence a été ajouté. La Valeur Liquidative Fixe correspond à la valeur liquidative de la Part E calculée le 30 juin le plus récent. Jusqu'au 30 juin 2011, la Valeur Liquidative Fixe équivaudra à la valeur nominale de la Part E (EUR 10). L'indice de référence est le MSCI EFM Central and Eastern Europe & CIS (CEEC) ex Russia. La Société de Gestion est autorisée à choisir un autre indice de référence. Dans ce cas, la Société de Gestion devra notifier au préalable l'ensemble des Porteurs de Parts du changement d'indice sur un support pouvant être reproduit par écrit et envoyé à l'adresse des Porteurs de Parts figurant dans le Registre ou à toute autre adresse communiquée par le Porteur de Parts à la Société de Gestion. L'avis sera communiqué aux Porteurs de Parts au minimum un mois avant que le changement ne soit effectif. Si le changement est effectif tout autre jour que le 1^{er} juillet, la Société de Gestion ne sera pas autorisée à percevoir une commission de performance pour la période du 1^{er} juillet précédant le changement au 30 juin suivant le jour du changement. Les dispositions relatives à la commission de performance pour la Part E seront réévaluées chaque jour de calcul de la valeur liquidative et seront payées chaque année le 30 juin du mois suivant.

Autres frais et dépenses

La Société de Gestion est autorisée à réduire ou à renoncer, à son entière discrétion, aux frais de souscription et de rachat. Les taux relatifs aux frais de gestion et à la commission du Dépositaire tels que mentionnés dans le tableau ci-dessus sont calculés comme pourcentage de la valeur de marché des actifs du Fonds. La commission du dépositaire comprend la taxe à la valeur ajoutée. Les frais de gestion et la commission du Dépositaire sont comptabilisés quotidiennement et versés mensuellement pour le mois précédent. D'autres dépenses

comprennent notamment : les dépenses relatives à la détention des actifs du Fonds et aux transactions effectuées, tels les frais de courtage, les frais débiteurs, les frais de règlement et de transaction ; les dépenses relatives à l'audit du Fonds ; les frais d'administration du Fonds payés au fournisseur de service (lequel a notamment pour tâche de tenir la comptabilité du Fonds et de calculer la valeur liquidative) ; les dépenses relatives à la tenue du Registre des Parts, sur la base de la liste des prix de l'Agent Enregistreur (y compris les frais de l'Agent Enregistreur relatifs à la réception et au traitement des ordres de souscription et de rachat des Parts). Les frais et dépenses totaux réglés pour le compte du Fonds ne peuvent dépasser 15% de la valeur de marché moyenne pondérée des actifs du Fonds par année.

TRANSACTIONS SUR LES PARTS

L'émission, le rachat et l'échange de Parts sont coordonnés par AS Swedbank (ci-après l'« Agent de Transfert »). Afin d'effectuer des transactions sur les Parts, l'investisseur doit disposer soit d'un compte-titres et d'un compte-espèces associé auprès d'AS Swedbank, soit d'un compte de registre auprès d'AS Swedbank et d'un compte-espèces dans un autre établissement de crédit.

L'investisseur peut ouvrir un compte distinct en son nom ou convenir avec un tiers (p. ex. le distributeur des Parts) de la conservation des Parts sur un compte nominatif ouvert au nom de ce tiers. Si les Parts sont conservées sur un compte nominatif, les ordres de transactions sur les Parts du Fonds effectués sur le compte nominatif devront être soumis à la Société de Gestion par le titulaire du compte nominatif. Dans ce cas, les transferts de titres et de liquidités devront être effectués sur le compte nominatif et sur le compte courant du titulaire du compte nominatif.

Les transactions sur les Parts Quorum R et I peuvent être effectuées uniquement via le distributeur Quorum Fund Management Company (ci-après « Quorum »). Les investisseurs soumettront les ordres de souscription, de rachat et de substitution à Quorum, qui les transférera à l'Agent de Transfert pour exécution. Les Parts seront conservées sur le compte du client d'Quorum ouvert auprès de l'Agent de Transfert.

Les transactions sur les Parts seront effectuées en euro. Les Parts seront émises, rachetées et échangées chaque jour ouvré. Le jour de soumission d'un ordre de transaction sur une Part sera appelé ci-après le « Jour de transaction ».

En soumettant l'ordre de souscription ou de substitution, l'investisseur confirme avoir pris connaissance du Règlement et l'accepter, et agira conformément au Règlement. L'investisseur n'est pas autorisé à révoquer ou à modifier un ordre de souscription, de rachat ou de substitution après l'avoir soumis. Après avoir souscrit une Part, l'investisseur devra verser le montant de souscription sur le compte-espèces du Fonds dans le délai imparti. En cas de manquement de l'investisseur à ses devoirs, la Société de Gestion est autorisée à recourir à tout moyen juridique prescrit par la loi (notamment le droit de retirer le Porteur de Parts de la

transaction et de lui réclamer tous dommages occasionnés au Fonds et aux autres Porteurs de Parts).

Les frais d'émission et de rachat ainsi que toutes autres dépenses directes relatives à l'exécution des transactions sur les Parts seront à la charge du Porteur de Parts.

PRIX D'ÉMISSION ET DE RACHAT

Le prix d'émission d'une Part équivaut à la valeur liquidative de la Part le Jour de transaction, majoré des frais de souscription le cas échéant.

Le prix de rachat d'une Part équivaut à la valeur liquidative d'une Part le Jour de transaction, auquel les frais de rachat et les Frais de pénalité seront déduits, le cas échéant.

SOUSCRIPTION DE PARTS

Les Parts des classes A et B seront émises uniquement aux investisseurs détenant des Parts des classes respectives au 30 mai 2009 à minuit (investisseurs existants). Les nouveaux investisseurs ne peuvent souscrire les Parts A et B. Les montants de souscription initiaux minimum sont les suivants :

- Parts C : EUR 125 000
- Parts E : EUR 1 000 000
- Parts Quorum I : EUR 500 000
- Parts Quorum R : EUR 10 000

Quorum pourra, à son entière discrétion, consentir des exceptions pour certains investisseurs concernant le montant minimal de souscription des Parts Quorum R et I. Il n'existe aucune restriction en termes de souscription minimale pour les autres classes de Parts.

Afin de souscrire une Part, l'investisseur soumettra un ordre de souscription à l'Agent de Transfert AS Swedbank. Pour la souscription des Parts Quorum R et I, l'investisseur soumettra l'ordre à Quorum, qui le transmettra à AS Swedbank. La Part sera émise dès réception du montant de souscription sur le compte-espèces du Fonds le jour de règlement. Le jour de règlement ne dépassera pas le troisième jour ouvré suivant le Jour de transaction (T+3), sauf accord contraire entre la Société de Gestion et l'investisseur.

En soumettant l'ordre de souscription, l'investisseur accepte le fait que la Société de Gestion traite les données personnelles de l'investisseur afin que cette dernière s'acquitte de ses obligations légales et qu'elle développe ses relations clientèle.

La Société de Gestion est habilitée à refuser l'exécution d'un ordre de souscription ou de substitution dans le cadre de l'acquisition de Parts, si elle l'estime nécessaire afin de protéger les intérêts des investisseurs existants du Fonds.

RACHAT DE PARTS

Afin de demander le rachat d'une Part, l'investisseur soumettra un ordre de rachat à l'Agent de Transfert AS Swedbank. Pour le rachat des Parts Quorum R et I, l'investisseur soumettra l'ordre à Quorum, qui le transmettra à AS Swedbank. Lors du rachat des Parts, un paiement correspondant au nombre de Parts rachetées et au prix de

rachat sera débité des actifs du Fonds et porté au compte-espèces du Porteur de Parts. Lors du rachat des Parts Quorum R et I, le paiement sera effectué sur le compte-espèces du titulaire du compte nominatif (c.-à-d. sur le compte-espèces d'Quorum). Les Parts rachetées seront rayées du Registre le jour du paiement du montant de rachat (le jour de règlement), et les droits et obligations associés aux Parts seront échus. Le jour de règlement ne dépassera pas le troisième jour ouvré suivant le Jour de transaction (T+3), sauf accord contraire entre la Société de Gestion et l'investisseur. Le délai relatif au paiement du montant de rachat ne comprend pas le temps nécessaire à l'exécution du transfert par la banque bénéficiaire.

DÉLAI RELATIF À LA SOUMISSION DES ORDRES

Un ordre de transaction est considéré comme ayant été soumis un Jour de transaction donné si l'Agent de Transfert l'a reçu le Jour de transaction avant 11h00 EET (GMT+2). Les ordres de transaction reçus par l'Agent de Transfert après ce délai sont considérés comme ayant été reçus le Jour de transaction suivant.

SUSPENSION ET REPORT DES TRANSACTIONS

Si les Porteurs de Parts demandent, un jour ouvré, le remboursement ou l'échange de Parts du Fonds pour un montant dépassant 5% de la valeur de marché des actifs du Fonds, la Société de Gestion sera autorisée à traiter les ordres de rachat et de substitution dépassant le seuil de 5% comme s'ils avaient été soumis le Jour de transaction suivant. Toutefois, les ordres de rachat et de substitution des Parts du Fonds ne pourront être reportés de plus de 20 jours ouvrés après réception des ordres en question. Les transactions de rachat et de substitution seront réglées par ordre chronologique d'arrivée.

La Société de Gestion est autorisée à suspendre le rachat des Parts selon les conditions et procédures prévues par la législation. Le rachat des Parts pourra être suspendu jusqu'à trois mois si les liquidités disponibles sur les comptes du Fonds ne sont pas suffisantes pour le paiement des montants de rachat, ou si la gestion quotidienne du Fonds peut en être affectée, et si les valeurs mobilières et autres actifs du Fonds ne peuvent pas être vendus rapidement ou si une telle vente est susceptible de léser les intérêts des autres porteurs de parts. La Société de Gestion devra rapidement informer la Financial Supervision Authority, le Dépositaire et les autorités de surveillance financière de tous les États contractants où les Parts font l'objet d'une suspension du rachat de Parts, ainsi que les raisons en découlant. La Société de Gestion devra publier rapidement un avis relatif à la suspension du rachat des Parts sur son site internet et dans un quotidien national au minimum.

ÉCHANGE DE PARTS

Échange des Parts A, B, C, D et E

Un Porteur de Parts est autorisé à échanger des Parts du Fonds contre des parts d'une autre fonds géré par la Société de Gestion ou contre des Parts d'une autre classe du Fonds (à

l'exception des Parts Quorum I et R). Les Parts de la classe A peuvent être échangées contre toutes autres Parts du Fonds. Les Parts B peuvent être échangées contre des Parts C, D et E. Les Parts D peuvent être échangées contre des Parts C et E. Les Part C peuvent être acquises via une transaction de substitution, pour autant que la valeur des Parts C détenues par le Porteur de Parts (y compris les Parts C devant être acquises par la transaction de substitution) atteigne EUR 125 000 ou plus. Les Part E peuvent être acquises via une transaction de substitution, pour autant que la valeur des Parts E détenues par le Porteur de Parts (y compris les Parts E devant être acquises par la transaction de substitution) atteigne EUR 3 000 000 ou plus.

Échange des Parts Quorum R et I

Un Porteur de Parts est autorisé à échanger des Parts Quorum R contre des Parts Quorum I et vice versa. Les Parts Quorum I peuvent être acquises via une transaction de substitution, pour autant que la valeur des Parts Quorum I détenues par le Porteur de Parts (y compris les Parts Quorum I devant être acquises par la transaction de substitution) atteigne EUR 500 000 ou plus.

Procédure pour l'échange de Parts

Afin d'échanger des Parts, le Porteur de Parts doit soumettre un ordre de substitution à l'Agent de Transfert, AS Swedbank. Aucun paiement ne sera versé au Porteur de Parts pour l'échange des Parts. Les Parts seront rachetées sur la base du nombre des Parts à échanger et de leur valeur liquidative. De nouvelles Parts pourront être émises sur la base de la valeur liquidative des Parts à acquérir. La valeur liquidative des Parts calculée le Jour de transaction sera utilisée lors de l'échange des Parts. Aucun frais de souscription ou de rachat ne sera prélevé lors de l'échange de Parts. Le jour de règlement de la transaction de substitution sera le troisième jour ouvré suivant le Jour de transaction (T+3).

INFORMATIONS CONCERNANT LE FONDS

PUBLICATION DES INFORMATIONS RELATIVES AU FONDS

Toute personne est autorisée à consulter les informations et documents suivants auprès du siège social de la Société de Gestion ou sur son site internet (www.avaron.com) : le Règlement, les rapports annuels du Fonds des trois dernières années, le rapport semestriel du Fonds s'il a été approuvé après le dernier rapport annuel, le Prospectus et les documents d'informations clés pour l'investisseur, le nom et les contacts de la Société de Gestion, le nom des gestionnaires de fonds, le nom et les contacts du Dépositaire, les règles de calcul de la valeur liquidative du Fonds et les règles internes relatives à l'exécution de transactions sur dérivés pour le compte du Fonds, ainsi que le volume de la participation de la Société de Gestion dans le Fonds, ainsi que le volume de la participation de la Société de Gestion dans le Fonds et les rapports annuels de la Société de Gestion des trois dernières années.

Les Porteurs de Parts peuvent obtenir gratuitement, sur demande, une copie du Règlement, du dernier rapport annuel

et semestriel du Fonds, du Prospectus et des documents d'informations clés pour l'investisseur. Le Règlement sera envoyé à l'investisseur, sur demande, par courrier, e-mail ou fax.

Le rapport annuel du Fonds doit être disponible auprès du siège social de la Société de Gestion quatre mois après la fin de la période fiscale du Fonds, et les rapports semestriels deux mois après la fin du semestre.

La Société de Gestion devra publier quotidiennement sur son site internet la valeur liquidative des Parts ainsi que les prix de souscription et de rachat.

En cas de circonstances spéciales affectant de manière substantielle les activités ou la situation financière du Fonds géré par la Société de Gestion ou la valeur liquidative des Parts, les informations y relatives seront immédiatement publiées sur le site internet de la Société (www.avaron.com).

AMENDEMENT AU RÈGLEMENT

Le Conseil de surveillance de la Société de Gestion pourra décider d'amender le Règlement. Suite à l'enregistrement des amendements par la Financial Supervisory Authority, la Société de Gestion devra immédiatement publier, dans un quotidien national au minimum ainsi que sur le site internet de la Société de Gestion, un avis relatif aux modifications apportées au Règlement. Les amendements au Règlement entreront en vigueur dans le mois suivant la publication de l'avis en question, sauf dispositions contraires prévues dans l'avis.

LIQUIDATION DU FONDS

La liquidation du Fonds sera effectuée selon les cas et procédures prévues par la Loi sur les fonds de placement. La décision de la liquidation du Fonds reviendra au Conseil de surveillance de la Société de Gestion. Dans les cas prévus par la Loi sur les fonds de placement, le Dépositaire pourra agir en tant que liquidateur.

Suite à l'approbation de la liquidation par la Financial Supervisory Authority, la Société de Gestion devra immédiatement publier, dans un quotidien national au minimum ainsi que sur le site internet de la Société de Gestion, un avis relatif à la liquidation du Fonds. Lors de la liquidation du Fonds, la Société de Gestion réalisera, dès que possible et en respectant les intérêts des Porteurs de Parts, les actifs du Fonds, encaissera les créances du Fonds et s'acquittera des dettes du Fonds. La Société de Gestion distribuera les actifs subsistant après liquidation entre les Porteurs de Parts selon la classe, le nombre et la valeur liquidative des Parts détenues par chaque Porteur de Parts. La Société de Gestion publiera, dans un quotidien national au minimum, un avis relatif à la distribution des actifs à distribuer.

SOCIÉTÉ DE GESTION, DÉPOSITAIRE, SOCIÉTÉ D'AUDIT

SOCIÉTÉ DE GESTION

Le Fonds est géré par AS Avaron Asset Management, dont le siège social est établi à Narva mnt 7D, Tallinn 10117, Estonie. La Société de Gestion est une société ouverte à responsabilité limitée enregistrée en Estonie (acte de constitution daté du 14 septembre 2006, numéro d'inscription au registre du commerce 11341336). Elle est autorisée à exercer une activité de gestion de Fonds par la Financial Supervision Authority (Résolution n°119 du 28 décembre 2006), laquelle régit ses activités. Détenue à 100% par la société OÜ Avaron Partners, la Société de Gestion est au bénéfice d'un capital social de 223 650 euros. Elle gère le fonds Avaron Emerging Europe Fund. Les membres du Conseil de surveillance de la Société de Gestion sont Priit Sander (membre indépendant), Peter Priisalm et Maris Viire. Quant au Conseil de gestion de la Société de Gestion, ses membres sont Kristel Kivinurm-Priisalm et Valdur Jaht. Valdur Jaht, Peter Priisalm et Kristel Kivinurm-Priisalm ont été nommés gestionnaires de fonds au sein d'AS Avaron asset Management. Ils ont en outre tous été nommés gestionnaires de fonds pour l'ensemble des fonds gérés par la Société de Gestion.

Activités de la Société de Gestion

Conformément au Règlement, la Société de Gestion est autorisée à posséder les actifs du Fonds et à en disposer, et bénéficie d'autres droits en découlant. La Société de Gestion investit les actifs du Fonds en son nom et pour le compte des Porteurs de Parts collectivement, c'est-à-dire pour le compte du Fonds. Lors du placement des actifs du Fonds, la Société de Gestion devra obtenir suffisamment d'informations sur les actifs qu'elle entend acquérir ou qu'elle a acquis pour le compte du Fonds. Elle devra surveiller la situation financière de l'émetteur dont elle entend acquérir les titres ou dont elle a acquis les titres pour le compte du Fonds et, enfin, obtenir suffisamment d'informations quant à la solvabilité des personnes avec lesquelles elle conclut des transactions pour le compte du Fonds.

La Société de Gestion procèdera à une gestion séparée des actifs du Fonds par rapport à ses propres actifs, aux actifs des autres fonds et aux pools d'actifs gérés par la Société de Gestion. Les actifs du Fonds ne font pas partie de la masse de la faillite de la Société de Gestion, et les réclamations des créanciers de la Société de Gestion ne seront pas satisfaites sur ces actifs.

La Société de Gestion a le droit et l'obligation de soumettre une réclamation en son nom et pour le compte des Porteurs de Parts ou du Fonds contre le Dépositaire ou d'autres personnes si le fait de ne pas soumettre cette réclamation occasionne ou peut occasionner des dommages substantiels au Fonds ou à ses Porteurs de Parts. La Société de Gestion n'est pas tenue de soumettre une telle réclamation si le Fonds ou les Porteurs de Parts en ont déjà soumis une. La Société de Gestion répondra des dommages occasionnés au Fonds ou à ses Porteurs de Parts en cas de manquement à ses devoirs.

Avantages

Il est possible que la Société de Gestion bénéficie d'avantages de la part de tiers ou octroie des avantages à des tiers (y compris des avantages non monétaires) relatifs aux services de gestion des fonds. Le paiement et l'offre de tels avantages sont autorisés uniquement à des fins d'amélioration de la qualité du service au Fonds et si cela ne nuit pas aux intérêts du Fonds. La Société de Gestion communiquera aux Porteurs de Parts, avant la réalisation du service en question, l'existence, la nature et le montant ou la méthode de calcul de l'avantage à percevoir. Au moment de rédiger le Prospectus, la Société de Gestion reçoit les rapports de recherche de la part des sociétés de courtage, dont les prix sont inclus dans les frais de commissions pour les transactions sur titres.

Sous-traitance des activités de la Société de Gestion

La Société de Gestion est autorisée à sous-traiter, afin d'optimiser la conduite de ses activités, les fonctions suivantes associées à la gestion du Fonds, conformément à la Loi sur les fonds de placement, lesquelles seront réalisées pour le compte de la Société de Gestion : placement des actifs du Fonds ; coordination des émissions et des rachats des Parts ; délivrance d'une preuve de la propriété des Parts des Porteurs de Parts, le cas échéant; communication des informations nécessaires aux Porteurs de Parts et autres services clientèle ; coordination de la distribution des Parts; tenue et organisation de la comptabilité des actifs du Fonds ; détermination de la valeur liquidative du Fonds ; tenue du Registre des Parts ; comptabilité des revenus du Fonds ; contrôle de la conformité des activités de la Société de Gestion et du Fonds avec la Loi sur les fonds de placement et autres législations, y compris l'organisation d'un système d'audit interne pertinent ; autres fonctions associées aux fonctions ci-dessus. La responsabilité de la Société de Gestion à l'égard de la gestion du Fonds ne sera en aucun cas affectée par la sous-traitance de certaines fonctions à des tiers.

La Société de Gestion a sous-traité la tenue du Registre de Parts, la coordination des émissions et des rachats des Parts ainsi que l'application des mesures de *due diligence* à l'égard des investisseurs, tel que prescrit par la Loi sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, à la société AS Swedbank, dont le siège social se situe à Liivalaia 8, Tallinn 15040, Estonie et dont le numéro d'inscription au registre du commerce est le 10060701. La Société de Gestion a par ailleurs sous-traité à AS Swedbank la tenue et la coordination de la comptabilité des actifs du Fonds ainsi que la détermination de la valeur liquidative du Fonds. Les dispositions et contrats conclus entre AS Swedbank et la Société de Gestion ainsi que les règles de calcul de la valeur liquidative du Fonds et la législation s'appliqueront à la sous-traitance. Réglementée par la Financial Supervision Authority, AS Swedbank est un établissement de crédit agréé qui offre divers services financiers.

DÉPOSITAIRE

Le Dépositaire du Fonds est AS Swedbank, dont le siège social se trouve à Liivalaia 8, Tallinn 15040, Estonie. Fondée le 6 janvier 1993, la société est inscrite au registre du commerce

sous le numéro 10060701. Le Dépositaire est un établissement de crédit agréé qui offre divers services financiers et est réglementé par la Financial Supervision Authority.

Activités du Dépositaire

Le Dépositaire gardera les espèces, les titres et autres actifs liquides du Fonds. Il ne gardera pas les autres actifs du Fonds, sauf dispositions contraires convenues entre la Société de Gestion et le Dépositaire. Le Dépositaire accomplira également d'autres tâches lui incombant selon la législation. Le Dépositaire est autorisé, conformément aux conventions énoncées dans le contrat de dépositaire, à conclure des accords visant à déléguer à des tiers la garde des actifs du Fonds, l'exécution des règlements y afférents ainsi que l'accomplissement d'autres fonctions. Le Dépositaire choisira, avec grand soin, les tiers devant garder les actifs ou les titres du Fonds, afin d'assurer la fiabilité de ces tiers. Le Dépositaire devra évaluer avant et après la délégation de ses fonctions si les normes relatives aux structures administratives et technologiques ainsi que la situation financière du tiers sont suffisantes pour assumer les obligations contractuelles.

Le Dépositaire répondra des dommages directs occasionnés au Fonds, aux Porteurs de Parts ou à la Société de Gestion en cas de manquement à ses obligations.

SOCIÉTÉ D'AUDIT

Deloitte Audit Eesti, dont le siège social est situé à Roosikrantsi 2, Tallinn 10119, Estonie, et dont le numéro d'inscription au registre du commerce est le 10687819, assume les fonctions de société d'audit pour la Société de Gestion et le Fonds.

Signé par les membres du Conseil de gestion de la Société de Gestion :

Kristel Kivimurm-Priisalm

Valdur Jaht

ANNEXE 1 – RÈGLEMENT DU FONDS

Le présent Règlement du Fonds a été enregistré auprès de l'Estonian Financial Supervision Authority (ci-après la « Financial Supervision Authority ») le 11 août 2010 et est entré en vigueur le 20 septembre 2010.

Règlement du fonds Avaron Emerging Europe Fund (ci-après le « Règlement »)

1. Dispositions générales

- 1.1 Le présent Règlement définit les fondements sur lesquels reposent les activités du fonds de placement contractuel Avaron Emerging Europe Fund ainsi que les relations qu'entretiennent les porteurs de parts du fonds de placement (ci-après les « Porteurs de Parts ») avec la société de gestion. Le Règlement a été établi selon la législation en vigueur. Dans le cas où le Règlement est en contradiction avec les dispositions prévues par la législation, ces dernières s'appliquent. Dans le cas où les différentes dispositions du Règlement sont contradictoires ou si le Règlement comprend des dispositions trompeuses, de telles dispositions seront interprétées dans le meilleur intérêt des Porteurs de Parts.
- 1.2 Le fonds Avaron Emerging Europe Fund (ci-après le « Fonds ») est un fonds de placement contractuel établi par AS Avaron Asset Management. Le Fonds porte le nom suivant en estonien : *Avaron Areneva Euroopa Fond*.
- 1.3 Le Fonds est géré par AS Avaron Asset Management (ci-après la « Société de Gestion »), dont le siège social est établi à Narva mnt 7D, Tallinn 10117, Estonie.
- 1.4 Le Fonds est domicilié au siège social de la Société de Gestion.
- 1.5 Le Dépositaire du Fonds est AS Swedbank (ci-après le « Dépositaire »), dont le siège social se trouve à Liivalaia 8, Tallinn 15040, Estonie.
- 1.6 Le Fonds est un fonds public à capital variable.
- 1.7 Le Fonds satisfait aux dispositions énoncées dans la Directive 2009/65/CEE du Conseil du 13 juillet 2009.
- 1.8 On entend par « jours ouvrés » les jours où les établissements de crédit sont généralement ouverts en Estonie, à l'exception du samedi, dimanche et des jours fériés et nationaux.

2. Fondements et objectifs des activités du Fonds

- 2.1 Le Fonds est un regroupement d'actifs composés de capitaux levés grâce à l'émission publique de parts et aux actifs obtenus en investissant ces capitaux, lesquels appartiennent conjointement aux Porteurs de Parts et sont gérés par la Société de Gestion.
- 2.2 Les fondements sur lesquels les activités du Fonds reposent ainsi que les relations entre les Porteurs de Parts et la Société de Gestion sont énoncées dans la législation de la République d'Estonie et dans le Règlement.
- 2.3 Les activités du Fonds ont pour objectif l'appréciation à long terme du capital au moyen d'investissements principalement réalisés dans des actions émises par des sociétés d'Europe émergente.
- 2.4 Aucune garantie n'est fournie quant au rendement du Fonds.

3. Politique d'investissement du Fonds

- 3.1 La Société de Gestion gère les actifs du Fonds conformément aux restrictions d'investissement telles que prévues par la Loi sur les fonds de placement, les lois y afférentes ainsi que le Règlement du Fonds.
- 3.2 La Société de Gestion investira au minimum 60% des actifs du Fonds dans des actions cotées émises par des sociétés d'Europe émergente¹. On entend par « société d'Europe émergente » une société dont le siège social se trouve dans un pays d'Europe émergente ou dont les activités principales s'effectuent dans un ou des pays d'Europe émergente. Les actions pourront prendre la forme de parts, de droits négociables similaires, de certificats de dépôt négociables, d'instruments financiers dont le rendement est lié à une action, de droits de souscription ainsi que d'autres droits autorisant l'acquisition d'actions. Outre des actions, jusqu'à 40% des actifs du Fonds pourront être investis dans d'autres titres, instruments dérivés ou dépôts d'établissements de crédit.
- 3.3 Il n'existe aucune restriction quant au type d'émetteurs lors de l'investissement dans les actifs du Fonds.

¹ Hongrie, Pologne, République tchèque, Estonie, Lettonie, Lituanie, Slovaquie, Slovénie, Croatie, Roumanie, Bulgarie, Macédoine, Albanie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Monténégro, Turquie, Moldavie et Ukraine.

3.4 La Société de Gestion n'adopte aucune approche sectorielle lorsqu'elle place les actifs du Fonds.

3.5 La répartition précise des actifs du Fonds selon les différentes classes d'actifs, types d'émetteurs, univers d'investissement et secteurs sera déterminée au cours des activités de gestion courante du Fonds.

4. Restrictions d'investissement

4.1 Les actifs du Fonds pourront être investis dans les instruments suivants :

- a) Dépôts d'établissements de crédit ;
- b) Actions et autres droits négociables similaires, obligations, obligations convertibles et autres titres de dette négociables, droits de souscription et autres droits négociables autorisant l'acquisition de titres, instruments du marché monétaire et certificats de dépôt (ci-après les « titres » dans les Articles 4.2 à 4.8) ;
- c) Instruments dérivés ;
- d) Actions et parts de fonds de placement.

4.2 Les actifs du Fonds pourront être investis jusqu'à 100% dans des titres pouvant être cédés librement et qui remplissent au moins un des critères suivants :

- a) Les titres sont négociés sur un marché réglementé qui opère régulièrement et qui est reconnu et ouvert au public ;
- b) Les titres ne sont pas négociés sur un marché réglementé tel que spécifié au paragraphe a) mais, conformément à leurs conditions d'émission, ils doivent être admis sur un tel marché dans un délai de 12 mois à compter de leur émission.

4.3 Jusqu'à 10% de la valeur de marché des actifs du Fonds pourront être investis dans des titres non spécifiés à l'Article 4.2.

4.4 Les actifs du Fonds ne seront pas investis dans l'immobilier, les métaux précieux, les titres accordant des droits sur les métaux précieux ou des instruments dérivés associés aux matières premières. Les actifs du Fonds pourront être investis dans des titres accordant des droits sur l'immobilier.

4.5 Le Fonds pourra placer jusqu'à 40% de ses actifs dans des dépôts d'établissements de crédit, pour autant que leur échéance atteigne douze mois au maximum. Jusqu'à 20% des actifs du Fonds pourront être investis dans des dépôts d'un seul établissement de crédit.

4.6 La valeur des titres émis par un établissement n'excédera pas 10% de la valeur de marché des actifs du Fonds. Si la valeur des titres émis par un établissement excède 5% de la valeur de marché des actifs du Fonds, la valeur totale de ces titres ne pourra pas excéder 40% de la valeur de marché des actifs du Fonds. La valeur totale des titres émis par des établissements appartenant au même groupe ne pourra pas excéder 20% de la valeur de marché des actifs du Fonds.

4.7 Le Fonds pourra investir jusqu'à 10% de ses actifs dans des actions ou parts d'autres fonds de placement, en tenant compte des limites prévues par la législation. Les restrictions ne s'appliqueront pas aux actions ou parts d'autres fonds de placement qui sont négociées sur un marché réglementé spécifié à l'Article 4.2. Le Fonds pourra investir ses actifs dans des parts d'autres fonds gérés par la Société de Gestion, en tenant compte des limites prévues par la législation.

4.8 Les transactions avec des instruments dérivés pour le compte du Fonds sont autorisées, pour autant qu'elles satisfassent aux limites énoncées dans la Loi sur les fonds de placement, aux législations y afférentes, aux règles internes et au Règlement. Les actifs du Fonds pourront être investis dans de tels instruments dérivés uniquement si leur sous-jacent compte parmi les instruments suivants :

- a) Dépôts d'établissements de crédit ;
- b) Titres tels qu'énoncés aux Articles 4.2 et 4.3 ;
- c) Actions et parts d'autres fonds de placement ;
- d) Indices boursiers (cf. Annexe du Règlement) ;
- e) Une devise dans laquelle le Fonds peut investir.

Les actifs du Fonds pourront être investis dans des instruments dérivés à des fins de couverture de risques et pour atteindre les objectifs du Fonds. L'exposition totale du Fonds à des instruments dérivés ne pourra pas dépasser la valeur liquidative totale du Fonds.

4.9 La Société de Gestion peut, pour le compte du Fonds, garantir des émissions de titres, emprunter, conclure des contrats de mise ou prise en pension et effectuer d'autres transactions d'emprunt ou de prêt de titres. Le Fonds pourra, pour le compte du Fonds, emprunter et contracter d'autres engagements mentionnés jusqu'à 10% de la valeur de marché des actifs du Fonds. L'échéance des prêts et autres engagements contractés pour le compte du Fonds ne pourra pas dépasser trois mois. Il n'est pas autorisé d'octroyer des prêts pour le compte du Fonds.

4.10 Outre les restrictions d'investissement susmentionnées, la Société de Gestion doit satisfaire à toutes les autres limites et exigences relatives à la répartition des risques prévues par la législation lorsqu'elle placera les actifs du Fonds. Un bref aperçu des risques relatifs aux placements des actifs du Fonds figure dans le Prospectus du Fonds.

5. Parts du Fonds; droits et obligations associés aux Parts du Fonds

5.1 Une part du Fonds (ci-après une « Part ») représente la participation d'un Porteur de Parts aux actifs du Fonds. Une Part constitue un titre immatriculé électroniquement.

5.2 Une Part est divisible. Les fractions de Parts issues de la division des Parts sont arrondies à trois décimales. Les règles suivantes s'appliquent pour l'arrondissement : les nombres compris entre NNN.NNN0 et NNN.NNN4 sont arrondis à NNN.NNN et les nombres compris entre NNN.NNN5 et NNN.NNN9 sont arrondis à NNN.NN (N+1).

5.3 Le Fonds est composé de sept classes de Parts :

- a) Avaron Emerging Europe Fund A, valeur nominale EUR 6,39 (ci-après la « Part A »)
- b) Avaron Emerging Europe Fund B, valeur nominale EUR 6,39 (ci-après la « Part B »)
- c) Avaron Emerging Europe Fund C, valeur nominale EUR 10 (ci-après la « Part C »)
- d) Avaron Emerging Europe Fund D, valeur nominale EUR 10 (ci-après la « Part D »)
- e) Avaron Emerging Europe Fund E, valeur nominale EUR 10 (ci-après la « Part E »)
- f) Quorum Emerging Europe I, valeur nominale EUR 10, (ci-après la « Part Quorum I »)
- g) Quorum Emerging Europe R, valeur nominale EUR 10, (ci-après la « Part Quorum R »)

5.4 Le Registre des Parts est tenu par AS Swedbank (ci-après l'« Agent Enregistreur »), dont le siège social se situe à Liivalaia 8, Tallinn 15040, Estonie et dont le numéro d'inscription au registre du commerce est le 10060701.

5.5 Le contrat et les règles relatives au traitement des données conclus entre la Société de Gestion et l'Agent Enregistreur s'appliqueront à la tenue du Registre des Parts, à la saisie des entrées dans le Registre, à la maintenance des données du Registre ainsi qu'aux responsabilités de l'Agent Enregistreur. A la demande d'un Porteur de Parts, l'Agent Enregistreur délivrera un extrait du Registre relatif aux Parts détenues. Les données du Registre seront traitées électroniquement. L'Agent Enregistreur portera au Registre tout ordre émis par une personne autorisée (porteur de parts, représentant du porteur de parts, Société de Gestion). L'Agent Enregistreur pourra également saisir une entrée au Registre à la suite d'une décision judiciaire ou pour une autre raison convenue entre l'Agent Enregistreur et la Société de Gestion. L'Agent Enregistreur conservera les données et les documents reçus pour la saisie d'une entrée au Registre durant au moins dix ans à compter de ladite saisie.

5.6 Une Part n'octroie pas le droit au Porteur de Parts de prendre des décisions relatives aux transactions effectuées pour le compte des actifs du Fonds. Les Porteurs de Parts ne convoquent pas les assemblées générales. Aucun Porteur de Parts n'est habilité à demander la dissolution du Fonds.

5.7 Un Porteur de Parts est autorisé à effectuer les tâches suivantes :

- a) Demander à la Société de Gestion de lui racheter ses Parts, conformément aux dispositions prévues dans le Règlement et dans la législation ;
- b) Céder à des tiers les Parts détenues ;
- c) Recevoir, conformément au Règlement, une part des actifs restant après liquidation du Fonds et de tout dividende payé par le Fonds, proportionnellement au nombre et la classe des Parts détenues ;
- d) Consulter, au siège social de la Société de Gestion, le Règlement, les derniers rapports annuel et semestriel du Fonds, le Prospectus des Parts, les documents d'informations clés pour l'investisseur et tout autre document ou toute autre information concernant les activités du Fonds, tel que prévu par la législation ;
- e) Demander la délivrance d'un document certifiant la propriété des Parts détenues ;
- f) Réaliser d'autres actes prescrits par la législation ou le Règlement.

5.8 Un Porteur de Parts doit exercer les droits associés aux Parts en bonne foi et conformément à la législation et au Règlement. L'exercice des droits d'un Porteur de Parts vise à ne pas causer de dommages aux autres porteurs de parts, à la Société de Gestion, au Dépositaire ou à un tiers.

5.9 Obligations d'un Porteur de Parts :

- a) Un Porteur de Parts ne répond pas personnellement des obligations du Fonds contractées par la Société de Gestion pour le compte du Fonds ou des obligations dont la Société de Gestion est habilitée à demander l'exécution, conformément au Règlement. La responsabilité des Porteurs de Parts à l'égard de l'accomplissement de ces obligations est limitée à la participation du Porteur de Parts aux actifs du Fonds.
- b) La Société de Gestion n'assumera pas d'obligations pour le compte des Porteurs de Parts.
- c) Dans le cadre d'une réclamation contre un Porteur de Parts, la réclamation de paiement peut être effectuée à l'égard des Parts du Porteur de Parts mais non à l'égard des actifs du Fonds.
- d) Il est recommandé à l'ensemble des Porteurs de Parts de consulter un conseiller fiscal professionnel concernant les éventuels impôts à payer.

5.10 Les droits de propriété d'une Part ainsi que les droits et obligations d'un Porteur de Parts et de la Société de Gestion associés à une Part entrent en vigueur lorsque la Part est portée au Registre des Parts. En soumettant la déclaration confirmant son intention d'acquérir des Parts, le Porteur de Parts autorise le traitement des données le concernant (y compris les données personnelles) aux fins de la tenue du Registre des Parts.

6. Calcul de la valeur liquidative

- 6.1 La Société de Gestion calculera la valeur liquidative du Fonds et des Parts sur la base des dispositions prévues par les règles internes et par la législation.
- 6.2 Afin de déterminer la valeur liquidative du Fonds, la valeur des actifs du Fonds sera calculée après déduction des engagements du Fonds. La valeur des actifs du Fonds se réfère principalement à celle régnant sur le marché. Dans le cas où la valeur de marché ne peut être identifiée, la valeur des actifs du Fonds sera établie sur la base d'une autre méthode déterminant la juste valeur, tel que défini dans les règles internes. La valeur liquidative totale d'une classe de Parts est calculée en déduisant de la part de la valeur des actifs du Fonds attribuable à cette classe la part des engagements du Fonds attribuable à cette classe.
- 6.3 La valeur liquidative d'une Part est calculée en divisant la valeur liquidative totale d'une classe de Parts par le nombre de Parts de cette classe émises et non rachetées (ajusté par le nombre de Parts issues des ordres de souscription et de rachat non réglés qui ont été reçus par la Société de Gestion).
- 6.4 La Société de Gestion calculera et publiera la valeur liquidative du Fonds ainsi que la valeur liquidative et les prix de souscription et de rachat d'une Part au minimum une fois pour chaque jour ouvré le jour ouvré suivant au plus tard à 16h30. La valeur liquidative d'une Part ainsi que les prix d'émission et de rachat seront arrondis à quatre décimales.
- 6.5 La devise de présentation utilisée dans les états financiers du Fonds et pour le calcul de la valeur liquidative sera la devise officielle de l'Estonie. Le calcul de la valeur liquidative d'une Part sera effectué dans la devise de la classe de Parts concernée.
- 6.6 Les revenus du Fonds ne seront pas distribués aux Porteurs de Parts mais réinvestis. Les changements de la valeur liquidative du Fonds reflèteront les gains ou pertes des Porteurs de Parts.

7. Émission et rachat de Parts

- 7.1 L'émetteur des Parts est la Société de Gestion.
- 7.2 Il n'existe pas de délai d'émission des Parts. Le volume des émissions, ou le nombre des Parts à émettre, n'est pas déterminé.
- 7.3 Les Parts seront émises lorsque le paiement correspondant au nombre de Parts à émettre et à la valeur liquidative des Parts sera porté aux actifs du Fonds. Lors de l'émission de la fraction d'une Part, le montant correspondant à la valeur liquidative de cette fraction sera porté aux actifs du Fonds.
- 7.4 Les Parts seront émises, rachetées et échangées chaque jour ouvré.
- 7.5 Les frais de souscription d'une Part atteindront jusqu'à 5% de la valeur liquidative de la Part. Aucun frais de souscription ne sera prélevé pour les Parts E.
- 7.6 Le prix d'émission d'une Part équivaut à la valeur liquidative de cette Part le jour de la réception de l'ordre de souscription (ci-après le « Jour de transaction »), majoré, le cas échéant, des frais de souscription.
- 7.7 Procédure et délais concernant l'émission des Parts :
 - a) Les Parts des classes A et B seront émises uniquement aux investisseurs détenant des Parts des classes respectives au 30 mai 2009 à minuit (investisseurs existants). Les nouveaux investisseurs ne pourront souscrire les Parts A et B.

- b) Les transactions sur les Parts Quorum R et L pourront être effectuées uniquement via le distributeur Quorum Fund Management Company Ltd (ci-après « Quorum »). Les Parts seront conservées sur le compte nominatif du distributeur.
- c) Les montants de souscription initiaux minimum sont les suivants : Parts C : EUR 125 000; Parts E : EUR 3 000 000; Parts Quorum R : EUR 10 000; Parts Quorum I : EUR 500 000. Quorum pourra, à son entière discrétion, consentir des exceptions pour le montant minimal de souscription des Parts Quorum R et I. Il n'existe aucun montant minimum de souscription pour les Parts A, B et D.
- d) Afin de souscrire une Part, l'investisseur devra soumettre un ordre de souscription à l'Agent de Transfert. La Part sera émise dès réception du montant de souscription sur le compte-espèces du Fonds le jour de règlement. Ce dernier ne dépassera pas le troisième jour ouvré suivant le Jour de transaction (T+3), sauf accord contraire entre la Société de Gestion et l'investisseur.
- 7.8 La Société de Gestion est habilitée à refuser l'exécution d'un ordre de souscription ou de substitution dans le cadre de l'acquisition de Parts, si elle l'estime nécessaire afin de protéger les intérêts des investisseurs existants du Fonds.
- 7.9 En soumettant un ordre de souscription ou de substitution, l'investisseur confirme avoir pris connaissance du Règlement et de l'accepter, et agira conformément au Règlement.
- 7.10 Si les Porteurs de Parts demandent, un jour ouvré, le remboursement ou l'échange de Parts du Fonds pour un montant dépassant 5% de la valeur de marché des actifs du Fonds, la Société de Gestion sera autorisée à traiter les ordres de rachat et de substitution dépassant le seuil de 5% comme s'ils avaient été soumis le Jour de transaction suivant. Toutefois, les ordres de rachat et de substitution des Parts du Fonds ne pourront être reportés de plus de vingt jours ouvrés après réception des ordres en question. Les transactions de rachat et de substitution seront réglées par ordre chronologique d'arrivée.
- 7.11 La Société de Gestion est autorisée à suspendre le rachat des Parts selon les conditions et procédures prévues par la législation. Le rachat des Parts pourra être suspendu jusqu'à trois mois si les liquidités disponibles sur les comptes du Fonds ne sont pas suffisantes pour le paiement des montants de rachat, ou si la gestion quotidienne du Fonds peut en être affectée, et si les valeurs mobilières et autres actifs du Fonds ne peuvent pas être vendus rapidement ou si une telle vente est susceptible de léser les intérêts des autres Porteurs de Parts. La Société de Gestion devra rapidement informer la Financial Supervision Authority, le Dépositaire et les autorités de surveillance financière de tous les États contractants où les Parts font l'objet d'une suspension de rachat de Parts, ainsi que les raisons en découlant. La Société de Gestion devra publier rapidement un avis relatif à la suspension du rachat des Parts sur son site internet et dans un quotidien national au minimum.
- 7.12 Les frais de rachat d'une Part atteindront jusqu'à 1,5% de la valeur liquidative de la Part. Aucun frais de rachat ne sera perçu pour les Parts E.
- 7.13 Si une série d'ordres de rachat soumis par un Porteur de Parts durant sept jours consécutifs excède 10% de la valeur de marché des actifs du Fonds le jour de soumission du premier ordre, la part des ordres de rachat excédant le seuil de 10% sera soumise à une pénalité atteignant jusqu'à 5% de la valeur liquidative de la Part concernée (ci-après les « Frais de pénalité »). Les Frais de pénalité seront versés au Fonds. Ils seront ajoutés aux frais de rachat.
- 7.14 Le prix de rachat d'une Part équivaut à la valeur liquidative de la Part calculée le jour de réception de l'ordre de rachat (le Jour de transaction), auquel les frais de rachat et les Frais de pénalité seront déduits, le cas échéant.
- 7.15 Afin de demander le rachat d'une Part, l'investisseur devra soumettre un ordre de rachat à l'Agent de Transfert. Lors du rachat des Parts, un paiement correspondant au nombre de Parts rachetées et au prix de rachat sera débité des actifs du Fonds et porté au compte-espèces du Porteur de Parts. Les Parts rachetées seront rayées du Registre le jour du paiement du montant de rachat (le jour de règlement), et les droits et obligations associés aux Parts seront échus. Le jour de règlement ne dépassera pas le troisième jour ouvré suivant le Jour de transaction (T+3), sauf accord contraire entre la Société de Gestion et l'investisseur. Le délai relatif au paiement du montant de rachat ne comprend pas le temps nécessaire à l'exécution du transfert par la banque bénéficiaire.
- 7.16 La Société de Gestion est autorisée à réduire ou à renoncer, à son entière discrétion, aux frais de souscription et de rachat.
- 7.17 Le Porteur de Parts s'acquittera des frais de souscription et de rachat ainsi que de toutes autres dépenses relatives à la souscription ou au rachat de Parts. Les taux en vigueur des frais de souscription et de rachat sont disponibles dans le Prospectus du Fonds. Sur demande, la Société de Gestion délivrera un document (pouvant être reproduit par écrit) indiquant le montant des frais de souscription et de rachat acquittés par la personne acquérant ou se faisant racheter les Parts.
- 7.18 Si les Parts sont détenues sur un compte nominatif, le titulaire du compte nominatif soumettra les ordres de transaction à la Société de Gestion sur le compte nominatif. Les cessions de titres et les paiements en liquidités seront effectués sur

le compte nominatif et sur le compte-espèces du titulaire du compte nominatif. Les cessions et paiements sur le compte de l'investisseur seront exécutés par le titulaire du compte nominatif selon ce qui a été convenu avec le Porteur de Parts.

7.19 Procédure pour l'échange de Parts :

- a) Échange de Parts A, B, C, D et E : un Porteur de Parts est autorisé à échanger des Parts du Fonds contre des parts d'une autre fonds géré par la Société de Gestion ou contre des Parts d'une autre classe du Fonds (à l'exception des Parts Quorum I et R). Les Parts de la classe A peuvent être échangées contre toutes autres Parts du Fonds. Les Parts B peuvent être échangées contre des Parts C, D et E. Les Parts D peuvent être échangées contre des Parts C et E. Les Part C peuvent être acquises via une transaction de substitution, pour autant que la valeur des Parts C détenues par le Porteur de Parts (y compris les Parts C devant être acquises par la transaction de substitution) atteigne EUR 125 000 ou plus. Les Part E peuvent être acquises via une transaction de substitution, pour autant que la valeur des Parts E détenues par le Porteur de Parts (y compris les Parts E devant être acquises par la transaction de substitution) atteigne EUR 3 000 000 ou plus.
- b) Échange de Parts Quorum R et I : un Porteur de Parts est autorisé à échanger des Parts Quorum R contre des Parts Quorum I et vice versa. Les Part Quorum I peuvent être acquises via une transaction de substitution, pour autant que la valeur des Parts Quorum I détenues par le Porteur de Parts (y compris les Parts Quorum I devant être acquises par la transaction de substitution) atteigne EUR 500 000 ou plus.
- c) Afin d'échanger des Parts, le Porteur de Parts doit soumettre un ordre de substitution à l'Agent de Transfert. Aucun paiement ne sera effectué au Porteur de Parts pour la substitution des Parts. Les Parts seront rachetées sur la base du nombre des Parts à échanger et de leur valeur liquidative. De nouvelles Parts pourront être émises sur la base de la valeur liquidative des Parts à acquérir. La valeur liquidative des Parts calculée le jour de réception de l'ordre de substitution (le Jour de transaction) sera utilisée lors de l'échange des Parts. Aucun frais de souscription ou de rachat ne sera prélevé lors de l'échange de Parts. Le jour de règlement de la transaction de substitution sera le troisième jour ouvré suivant le Jour de transaction (T+3).

7.20 L'investisseur n'est pas autorisé à révoquer ou à modifier un ordre de souscription, de rachat ou de substitution après l'avoir soumis. L'investisseur ayant soumis un ordre de souscription, de rachat ou de substitution devra s'assurer que les conditions nécessaires au règlement de la transaction sont réunies à temps. Après avoir souscrit une Part, l'investisseur devra verser le montant de souscription sur le compte-espèces du Fonds dans le délai imparti. En cas de manquement de l'investisseur à ses devoirs, la Société de Gestion est autorisée à recourir à tout moyen juridique prescrit par la loi (notamment le droit de retirer le Porteur de Parts de la transaction et de lui réclamer tous dommages occasionnés au Fonds et aux autres Porteurs de Parts).

7.21 Des détails supplémentaires sur les transactions avec les Parts, dont les délais de soumission des ordres de transactions à la Société de Gestion, sont disponibles dans le Prospectus du Fonds.

8. Activités de la Société de Gestion

- 8.1 Les fondements sur lesquels reposent les activités de la Société de Gestion sont énoncés dans les Statuts de la Société de Gestion, dans la législation ainsi que dans le Règlement.
- 8.2 La Société de Gestion est autorisée, conformément au Règlement, à posséder les actifs du Fonds et à en disposer, et bénéficie d'autres droits en découlant.
- 8.3 La Société de Gestion investit les actifs du Fonds en son nom et pour le compte des Porteurs de Parts collectivement, c'est-à-dire pour le compte du Fonds.
- 8.4 Lors du placement des actifs du Fonds, la Société de Gestion devra :
 - a) obtenir suffisamment d'informations sur les actifs qu'elle entend acquérir ou qu'elle a acquis pour le compte du Fonds;
 - b) surveiller la situation financière des émetteurs dont elle entend acquérir les titres ou dont elle a acquis les titres pour le compte du Fonds ;
 - c) obtenir suffisamment d'information quant à la solvabilité des personnes avec lesquelles la Société de Gestion conclut des transactions pour le compte du Fonds.
- 8.5 La Société de Gestion procèdera à une gestion séparée des actifs du Fonds par rapport à ses propres actifs, aux actifs des autres fonds et aux pools d'actifs gérés par la Société de Gestion. Les actifs du Fonds ne font pas partie de la masse de la faillite de la Société de Gestion, et les réclamations des créanciers de la Société de Gestion ne seront pas satisfaites sur ces actifs.
- 8.6 La Société de Gestion a le droit et l'obligation de soumettre une réclamation en son nom et pour le compte des Porteurs de Parts ou du Fonds contre le Dépositaire ou d'autres personnes si le fait de ne pas soumettre cette réclamation occasionne ou peut occasionner des dommages substantiels au Fonds ou à ses Porteurs de Parts. La Société de Gestion n'est pas tenue de soumettre une telle réclamation si le Fonds ou les Porteurs de Parts en ont déjà soumis une.

- 8.7 La Société de Gestion répondra des dommages occasionnés au Fonds ou à ses Porteurs de Parts en cas de manquement à ses devoirs.
- 8.8 La Société de Gestion pourra acquérir des Parts. La participation de la Société de Gestion au Fonds ne pourra pas excéder 5% de la valeur liquidative du Fonds. Les dispositions prévues par la Loi sur les fonds de placement devront être appliquées lors de l'acquisition de Parts. Les informations relatives au volume de la participation de la Société de Gestion au Fonds sont disponibles auprès de la Société de Gestion.
- 8.9 La Société de Gestion est autorisée à sous-traiter à des tiers, afin d'optimiser la conduite de ses activités, les fonctions suivantes associées à la gestion du Fonds, conformément à la Loi sur les fonds de placement, lesquelles seront réalisées pour le compte de la Société de Gestion :
- a) Placement des actifs du Fonds ;
 - b) Coordination des émissions et des rachats des Parts ;
 - c) Délivrance d'une preuve de la propriété des Parts des Porteurs de Parts ;
 - d) Communication des informations nécessaires aux Porteurs de Parts et autres services clientèle ;
 - e) Coordination de la distribution des Parts ;
 - f) Tenue et organisation de la comptabilité des actifs du Fonds ;
 - g) Détermination de la valeur liquidative du Fonds ;
 - h) Tenue du Registre des Parts ;
 - i) Comptabilité des revenus du Fonds ;
 - j) Contrôle de la conformité des activités de la Société de Gestion et du Fonds avec la Loi sur les fonds de placement et autres législations, y compris l'organisation d'un système d'audit interne pertinent ;
 - k) Autres fonctions associées aux fonctions ci-dessus.

La responsabilité de la Société de Gestion à l'égard de la gestion du Fonds ne sera en aucun cas affectée par la sous-traitance de certaines fonctions à des tiers.

9. Activités du Dépositaire

- 9.1 Le Dépositaire gardera les espèces, les titres et autres actifs liquides du Fonds. Il ne gardera pas les autres actifs du Fonds, sauf dispositions contraires convenues entre la Société de Gestion et le Dépositaire. Le Dépositaire accomplira également d'autres tâches lui incombant selon la législation.
- 9.2 Le Dépositaire est autorisé, conformément aux conventions énoncées dans le contrat de dépositaire, à conclure des accords visant à déléguer à des tiers la garde des actifs du Fonds, l'exécution des règlements y afférents ainsi que l'accomplissement d'autres fonctions.
- 9.3 Le Dépositaire répondra des dommages directs occasionnés au Fonds, aux Porteurs de Parts ou à la Société de Gestion en cas de manquement à ses obligations.
- 9.4 Le Dépositaire choisira, avec grand soin, les tiers devant garder les actifs ou les titres du Fonds, afin d'assurer la fiabilité de ces tiers. Le Dépositaire devra évaluer, avant et après la délégation de ses fonctions, si les normes relatives aux structures administratives et technologiques ainsi que la situation financière du tiers sont suffisantes pour assumer les obligations contractuelles.

10. Frais et dépenses à la charge du Fonds

- 10.1 La Société de Gestion percevra des frais pour la gestion du Fonds. Les taux applicables aux frais de gestion sont les suivants :
- a) Parts A : jusqu'à 1,75% par an de la valeur de marché des actifs du Fonds. La Société de Gestion percevra également une commission de performance sur le rendement des Parts A. La Société de Gestion est autorisée à percevoir une commission de performance si la valeur liquidative d'une Part A excède son pic historique auquel le rendement minimal requis de 5% par an a été ajouté. La commission de performance s'élève à 15% de l'augmentation de la valeur liquidative de la Part A au-delà de son pic historique auquel le rendement minimal requis de 5% par an a été ajouté.
 - b) Parts B : jusqu'à 1,25% par an de la valeur de marché des actifs du Fonds. La Société de Gestion percevra également une commission de performance sur le rendement des Parts B. La Société de Gestion est autorisée à percevoir une commission de performance si la valeur liquidative d'une Part B excède son pic historique auquel le rendement minimal requis de 8% par an a été ajouté. La commission de performance s'élève à 15% de l'augmentation de la valeur liquidative de la Part B au-delà de son pic historique auquel le rendement minimal requis de 8% par an a été ajouté.

c) Parts C : jusqu'à 1,25% par an de la valeur de marché des actifs du Fonds. La Société de Gestion percevra également une commission de performance sur le rendement des Parts C. La Société de Gestion est autorisée à percevoir une commission de performance si la valeur liquidative d'une Part C excède son pic historique auquel le rendement minimal requis (taux Euribor à 12 mois) a été ajouté. La commission de performance s'élève à 10% de l'augmentation de la valeur liquidative de la Part C au-delà de son pic historique auquel le rendement minimal requis (taux Euribor à 12 mois) a été ajouté.

d) Parts D : jusqu'à 2% par an de la valeur de marché des actifs du Fonds. La Société de Gestion percevra également une commission de performance sur le rendement des Parts D. La Société de Gestion est autorisée à percevoir une commission de performance si la valeur liquidative d'une Part D excède son pic historique auquel le rendement minimal requis (taux Euribor à 12 mois) a été ajouté. La commission de performance s'élève à 10% de l'augmentation de la valeur liquidative de la Part D au-delà de son pic historique auquel le rendement minimal requis (taux Euribor à 12 mois) a été ajouté.

e) Parts E : jusqu'à 0,85% par an de la valeur de marché des actifs du Fonds. La Société de Gestion percevra également une commission de performance sur le rendement des Parts E. La Société de Gestion est autorisée à percevoir une commission de performance si la valeur liquidative d'une Part E excède la Valeur Liquidative Fixe la plus récente à laquelle le rendement de l'indice de référence a été ajouté. Le taux de la commission de performance s'élève à 15% de l'augmentation de la valeur liquidative de la Part E au-delà de la dernière Valeur Liquidative Fixe à laquelle le rendement de l'indice de référence a été ajouté. La Valeur Liquidative Fixe correspond à la valeur liquidative de la Part E calculée au 30 juin le plus récent. Jusqu'au 30 juin 2011, la Valeur Liquidative Fixe équivaudra à la valeur nominale de la Part E (EUR 10). L'indice de référence sera un indice diversifié de l'univers d'investissement du Fonds reflétant les mouvements des marchés de l'univers d'investissement et ouvert régulièrement au public. Davantage d'informations sur l'indice de référence figurent dans le Prospectus. La Société de Gestion est autorisée à choisir un autre indice de référence. Dans ce cas, la Société de Gestion notifiera au préalable l'ensemble des Porteurs de Parts du changement d'indice sur un support pouvant être reproduit par écrit et envoyé à l'adresse des Porteurs de Parts figurant dans le Registre des Parts ou à toute autre adresse communiquée par le Porteur de Parts à la Société de Gestion. L'avis sera communiqué aux Porteurs de Parts au minimum un mois avant que le changement ne soit effectif. Si le changement est effectif un autre jour que le 1^{er} juillet, la Société de Gestion ne sera pas autorisée à percevoir une commission de performance pour la période du 1^{er} juillet précédant le changement au 30 juin suivant le jour du changement.

f) Parts Quorum I : jusqu'à 2% par an de la valeur de marché des actifs du Fonds. La Société de Gestion percevra également une commission de performance sur le rendement des Parts Quorum I. La Société de Gestion est autorisée à percevoir une commission de performance si la valeur liquidative d'une Part Quorum I excède son pic historique auquel le rendement minimal requis de 8% par an a été ajouté. La commission de performance s'élève à 15% de l'augmentation de la valeur liquidative de la Part Quorum I au-delà de son pic historique auquel le rendement minimal requis de 8% par an a été ajouté.

g) Parts Quorum R : jusqu'à 2,5% par an de la valeur de marché des actifs du Fonds. La Société de Gestion percevra également une commission de performance sur le rendement des Parts Quorum R. La Société de Gestion est autorisée à percevoir une commission de performance si la valeur liquidative d'une Part Quorum R excède son pic historique auquel le rendement minimal requis (taux Euribor à 12 mois) a été ajouté. La commission de performance s'élève à 10% de l'augmentation de la valeur liquidative Quorum R au-delà de son pic historique auquel le rendement minimal requis (taux Euribor à 12 mois) a été ajouté.

h) Le taux Euribor servant au calcul de la commission de performance des Parts C, D et Quorum R est déterminé le dernier jour ouvré de chaque trimestre pour le trimestre suivant. Le Conseil de gestion de la Société de Gestion est autorisé à appliquer, à certaines périodes, un taux inférieur pour les frais de gestion et la commission de performance. Les informations relatives aux taux en vigueur pour les frais de gestion et la commission de performance figurent dans le Prospectus du Fonds.

10.2 Le Dépositaire percevra des frais pour ses services. Le taux annuel maximal de la commission du Dépositaire s'élève à 0,23% de la valeur de marché des actifs du Fonds, majoré de la taxe à la valeur ajoutée.

10.3 Les frais de gestion et la commission du Dépositaire sont comptabilisés quotidiennement et versés mensuellement pour le mois précédent. La commission de performance des Parts A, B, C, D, Quorum R et I est déterminée quotidiennement. Toute commission de performance échue sera payée mensuellement. La provision relative à la commission de performance pour la Part E est réévaluée chaque jour de calcul de la valeur liquidative et payée chaque année le 30 juin du mois suivant.

10.4 Le Fonds s'acquittera également des dépenses suivantes :

a) Dépenses relatives à la détention des actifs du Fonds et aux transactions effectuées, telles les frais de courtage, les frais débiteurs, les frais de règlement et de transaction ;

- b) Dépenses relatives à l'audit du Fonds;
- c) Frais d'administration du Fonds versés au fournisseur de service (lequel a notamment pour tâche de tenir la comptabilité du Fonds et de calculer la valeur liquidative) ;
- d) Dépenses relatives à la tenue du Registre des Parts, sur la base de la liste des prix de l'Agent Enregistreur (y compris les frais de l'Agent Enregistreur associés à la réception et au traitement des ordres de souscription et de rachat des Parts).

10.5 Les frais et dépenses totaux réglés pour le compte du Fonds ne pourront pas dépasser 15% de la valeur de marché moyenne pondérée des actifs du Fonds par année.

11. Comptabilité et reporting du Fonds

11.1 La comptabilité et le reporting de la Société de Gestion et du Fonds seront effectués sur la base de la Loi sur la comptabilité (Accounting Act), la Loi sur les fonds de placement et toutes autres lois et règles internes en matière de comptabilité de la Société de Gestion, sauf dispositions contraires énoncées dans la Loi sur les fonds de placement.

11.2 La comptabilité du Fonds sera coordonnée par la Société de Gestion.

11.3 Les livres du Fonds seront conservés séparément des livres de la Société de Gestion et de ceux de tout autre fonds.

11.4 La période fiscale du Fonds sera identique à celle de la Société de Gestion, laquelle suit l'année civile.

11.5 Les rapports annuel et semi-annuel du Fonds seront approuvés par le Conseil de gestion de la Société de Gestion. Les rapports seront signés par l'ensemble des membres du Conseil de gestion de la Société de Gestion.

11.6 Le rapport annuel du Fonds sera audité avant approbation. Le rapport audité sera joint au rapport annuel du Fonds.

11.7 Les rapports annuels du Fonds sont disponibles auprès du siège social de la Société de Gestion quatre mois après la fin de la période fiscale du Fonds, et les rapports semestriels deux mois après la fin du semestre.

12. Publication des informations relatives au Fonds

12.1 Toute personne est autorisée à consulter les informations et documents suivants auprès du siège social de la Société de Gestion ou sur son site internet :

- a) Règlement ;
- b) Rapports annuels du Fonds de ces trois dernières années ;
- c) Dernier rapport semestriel du Fonds, s'il a été approuvé après le dernier rapport annuel ;
- d) Prospectus et documents d'informations clés pour l'investisseur ;
- e) Nom et contacts de la Société de Gestion ;
- f) Nom du Gestionnaire du Fonds ;
- g) Nom et contacts du Dépositaire ;
- h) Règles de calcul de la valeur liquidative du Fonds et règles internes relatives à l'exécution de transactions sur dérivés pour le compte du Fonds ;
- i) Informations quant au volume de la participation de la Société de Gestion dans le Fonds ;
- j) Rapports annuels de la Société de Gestion de ces trois dernières années.

Les Porteurs de Parts peuvent obtenir gratuitement, sur demande, une copie du Règlement, du dernier rapport annuel ou semestriel du Fonds, du Prospectus et des documents d'informations clés pour l'investisseur.

12.2 La Société de Gestion publiera chaque jour ouvré, sur son site internet, la valeur liquidative et les prix de souscription et de rachat des Parts.

12.3 En cas de circonstances spéciales affectant les activités ou la situation financière du Fonds géré par la Société de Gestion ou la valeur liquidative des Parts, les informations y relatives seront immédiatement publiées sur le site internet de la Société.

12.4 La Société de Gestion est autorisée à envoyer des avis et des rapports relatifs au Fonds à l'adresse postale ou électronique connue d'un Porteur de Parts.

13. Amendement au Règlement

13.1 Le Conseil de surveillance de la Société de Gestion pourra décider d'amender le Règlement.

13.2 Suite à l'enregistrement des amendements par la Financial Supervisory Authority, la Société de Gestion devra immédiatement publier, dans un quotidien national au minimum ainsi que sur le site internet de la Société de Gestion, une communication relative aux modifications apportées au Règlement.

13.3 Les amendements au Règlement entreront en vigueur dans le mois suivant la publication de l'avis en question, sauf dispositions contraires prévues dans l'avis.

14. Liquidation du Fonds

14.1 La liquidation du Fonds sera effectuée selon les cas et procédures prévus par la Loi sur les fonds de placement.

14.2 La décision de la liquidation du Fonds reviendra au Conseil de surveillance de la Société de Gestion. Dans les cas prévus par la Loi sur les fonds de placement, le Dépositaire pourra agir en tant que liquidateur.

14.3 Suite à l'approbation de la liquidation par la Financial Supervisory Authority, la Société de Gestion devra immédiatement publier, dans un quotidien national au minimum ainsi que sur le site internet de la Société de Gestion, un avis relatif à la liquidation du Fonds.

14.4 Lors de la liquidation du Fonds, la Société de Gestion réalisera, dès que possible et en respectant les intérêts des Porteurs de Parts, les actifs du Fonds, encaissera les créances du Fonds et s'acquittera des dettes du Fonds. La liquidation devra être finalisée dans les six mois à compter de la publication de l'avis de liquidation. Ce délai pourra être étendu sur autorisation de la Financial Supervisory Authority, à la demande de la Société de Gestion. Néanmoins, à l'issue de cette extension, la période de liquidation ne pourra excéder dix-huit mois.

14.5 Jusqu'à 2% de la valeur liquidative du Fonds pourront être utilisés pour couvrir les dépenses relatives à la liquidation du Fonds. Si les dépenses réelles liées à la liquidation excèdent le montant défini, la Société de Gestion ou la personne agissant en tant que Société de Gestion assumera la responsabilité des dépenses excédant ce montant.

14.6 La Société de Gestion distribuera les actifs subsistant après liquidation entre les Porteurs de Parts selon la classe, le nombre et la valeur liquidative des Parts détenues par chaque Porteur de Parts. La Société de Gestion publiera un avis, dans un quotidien national au minimum, relatif à la distribution des actifs à distribuer.

ANNEXE 1 – Annexe au Règlement

Liste des indices boursiers autorisés pour les actifs sous-jacents des instruments dérivés dans lesquels les actifs du Fonds peuvent être placés au titre de l'Article 4.8 d) du Règlement :

Indices régionaux : CECEUR, EUETMP, SETXEUR, CETOP20

Pologne : WIG 20, WIG, WIG 40, WIG 80

Hongrie : BUX

République tchèque : PX

Estonie : OMX Tallinn

Lettonie : OMX Riga

Lituanie : OMX Vilnius

Croatie : CROBEX, CROEMI

Roumanie : BET, ROTX, BET-C, BET-FI

Bulgarie : SOFIX, BG 40

Autriche : ATX, ATX five, NTX, CEX, SETX, PTX, CHTX, ROTXEUR

Serbie : BELEX15, BELEXfm

Bosnie-Herzégovine : BIRS, FIRS, ERS10, BIFX, SASX-10

Macédoine : MBI10

Monténégro : MOSTE

Turquie : XU100, XBANK

Pays baltes : OMX Baltic GI

OMX Baltic PI

OMX Baltic Benchmark GI

OMX Baltic Benchmark PI

OMX Baltic Benchmark Cap GI

OMX Baltic Benchmark Cap PI

OMX Baltic 10

OMX Baltic Energy GI

OMX Baltic Energy PI

OMX Baltic Materials GI

OMX Baltic Materials PI

OMX Baltic Industrials GI

OMX Baltic Industrials PI

OMX Baltic Consumer Discretionary GI

OMX Baltic Consumer Discretionary PI

OMX Baltic Consumer Staples GI

OMX Baltic Consumer Staples PI

OMX Baltic Health Care GI

OMX Baltic Health Care PI

OMX Baltic Financials GI

OMX Baltic Financials PI

OMX Baltic Information Technology GI

OMX Baltic Information Technology PI

OMX Baltic Telecommunication Services GI

OMX Baltic Telecommunication Services PI

OMX Baltic Utilities GI

OMX Baltic Utilities PI

Informations destinées aux investisseurs en Suisse

Représentant

Le représentant en Suisse est **CARNEGIE FUND SERVICES S.A.**, 11, rue du Général-Dufour, 1204 Genève, Suisse, Tél. : + 41 22 705 11 78, Fax : + 41 22 705 11 79.

Service de paiement

Le service de paiement en Suisse est **BANQUE CANTONALE DE GENEVE**, 17, quai de l'Île, 1204 Genève, Tél. : + 41 22 317 27 27, Fax : + 41 22 317 27 37.

Lieu de distribution des documents déterminants

Le prospectus et les documents d'informations clés pour l'investisseur, le règlement ainsi que les rapports annuel et semestriel peuvent être obtenus gratuitement auprès du représentant.

Publications

1. Les publications concernant le placement collectif étranger ont lieu en Suisse sur la plateforme du site internet Fundinfo (www.fundinfo.com).
2. Les prix d'émission et de rachat, ainsi que la valeur d'inventaire avec la mention "commissions non comprises" sont publiés lors de chaque émission et chaque rachat de parts sur la plateforme du site Internet fundinfo (www.fundinfo.com). Les prix sont publiés quotidiennement.

Paiement de rétrocessions et d'indemnités liées aux activités de distribution

Le Fonds et ses mandataires ne prévoient aucun versement de rétrocessions (c'est-à-dire des paiements et des commissions en nature versés par le Fonds et ses mandataires à des tiers admissibles pour l'activité de distribution de parts de fonds en et à partir de la Suisse), ni l'octroi de rabais (c'est-à-dire des paiements directs du Fonds et de ses mandataires aux investisseurs à partir des frais ou coûts grevant un fonds, afin de réduire ceux-ci à un montant convenu contractuellement). Il n'est donc pas nécessaire de savoir si, dans le pays de résidence du Fonds, il existe un droit plus restrictif que le droit suisse concernant le versement de rétrocessions et l'octroi de rabais en Suisse.

Lieu d'exécution et for

Le lieu d'exécution et le for se trouvent au siège du représentant pour les parts distribuées en Suisse ou à partir de celle-ci.